



Conflent Canigó

Communauté de communes

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024



photo - bfi

SOMMAIRE

| | | |
|----------|---|----|
| 1. | LE CONTEXTE GENERAL | 3 |
| 1.1. | LES ELEMENTS DE CONJONCTURE | 3 |
| 1.2. | IMPACT POUR LES COLLECTIVITES LOCALES | 3 |
| 2. | SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES BUDGET PRINCIPAL | 6 |
| 2.1. | LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL | 7 |
| 2.1.1. | LA FISCALITE | 8 |
| 2.1.1.1. | LA TAXE D'HABITATION | 8 |
| 2.1.1.2. | LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BÂTIES | 8 |
| 2.1.1.3. | LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES | 9 |
| 2.1.1.4. | LA TAXE DES GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET DE PREVENTION DES INONDATIONS | 9 |
| 2.1.1.5. | LA TAXE DE SEJOUR | 9 |
| 2.1.1.6. | LA CONTRIBUTION SUR LA VALEUR AJOUTEE | 9 |
| 2.1.1.7. | FRACTION DE TVA | 9 |
| 2.1.2. | LES DOTATIONS DE L'ETAT | 10 |
| 2.1.3. | L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION | 10 |
| 2.2. | LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL | 10 |
| 2.2.1. | LE PERSONNEL | 11 |
| 2.2.1.1. | LES EMPLOIS AIDES | 11 |
| 2.2.1.2. | LA MASSE SALARIALE | 11 |
| 2.2.1.3. | LE TEMPS DE TRAVAIL | 12 |
| 2.3. | LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS | 13 |
| 2.4. | AUTOFINANCEMENT ET FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS | 17 |
| 2.5. | LA DETTE | 18 |
| 3. | SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES | 19 |
| 3.1. | LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 20 |
| 3.1.1. | LA TEOM | 21 |
| 3.1.2. | LA REDEVANCE SPECIALE | 22 |
| 3.2. | LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 22 |
| 3.2.1. | LES DEPENSES DE PERSONNEL | 23 |
| 3.3. | L'AUTOFINANCEMENT ET LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT | 24 |
| 3.4. | LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS | 25 |
| 3.5. | LA DETTE | 25 |
| 4. | SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES BA DE LA RESTAURATION SCOLAIRE | 27 |
| 4.1. | LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 28 |
| 4.2. | LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 29 |
| 4.2.1. | LES DEPENSES DE PERSONNEL | 29 |
| 4.3. | L'AUTOFINANCEMENT ET L'INVESTISSEMENT | 30 |
| 5. | SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES BA DE LA ZAE DE VINCA | 31 |
| 6. | LE RAPPORT EGALITE HOMMES/FEMMES | 33 |

1. LE CONTEXTE GENERAL

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est une étape obligatoire (Art L.2312-1 du CGCT) et essentielle à la vie démocratique. Il informe les élus sur la situation économique et financière de la collectivité afin de l'éclairer lors du vote du Budget Primitif.

Le ROB s'appuie sur les dispositions prévues par :

- La loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027
- La loi n°2023-1114 du 30 novembre 2023 de finances de fin de gestion pour 2023
- La Loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024

Il permet de présenter :

- les orientations budgétaires de la communauté de communes en matière de fiscalité, de dépenses de fonctionnement, de structure des effectifs,...
- la programmation des investissements et leur financement,
- les orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du Budget Primitif,
- l'évolution de la situation financière de la collectivité.

1.1 ELEMENTS DE CONJONCTURE

Le budget de la Communauté de communes est impacté tant par les éléments de la conjoncture économique que par la loi de finances pour 2024.

La loi de finances pour 2024 a été établie sur les bases suivantes :

- Déficit public à 4.3% du PIB comme en 2023
- Inflation estimée à +2.6%, après +5.2% en 2022 et +4.9% en 2023
- Perspective de croissance de +1.4% après +1% en 2023

Certains éléments continueront d'avoir un impact en 2024 :

- hausse du SMIC : +1.13% au 1^{er} janvier 2024,
- hausse du point d'indice de +1.5% au 1^{er} juillet 2023 en année pleine au 1^{er} janvier 2024 et majoration de 5 points d'indice pour les fonctionnaires et contractuels indiciaires à compter du 1^{er} janvier 2024.

1.2 IMPACT POUR LES COLLECTIVITES LOCALES

Fiscalité :

- Revalorisation forfaitaire des bases : elle sera de +3.9% en 2024.
- Fraction de TVA : En 2023, l'évolution définitive s'établirait environ à +3,7% au lieu des 5,1% notifiés en mars 2023. La projection de l'Etat en 2024 est de +4,5%, mais actuellement et au vu des évolutions de 2023, la prospective se base sur une évolution de +2,5%.

Une évolution est prévue quant au versement qui se faisait par 12èmes similaires sur les 3 premiers trimestres et revus sur le dernier. Les nouvelles modalités verront un reversement au fil de l'eau plus aléatoire mais limitant les ajustements annuels.

- Mise à jour des valeurs locatives des locaux professionnels : L'actualisation contestée des travaux menés en 2022 par les Commissions intercommunales des impôts directs et par les Commissions

départementales initialement prévue pour une application au 1^{er} janvier 2023 n'entrera pas en vigueur au 1^{er} janvier 2025 comme prévu suite à un 1^{er} report. En effet, l'objectif est de collecter plus de baux de locaux professionnels, mais également de mettre en place des dispositifs de lissages. La mise en œuvre est à nouveau décalée avec une mise en œuvre projetée au 1^{er} janvier 2026, décalant également la mise en œuvre de la réforme des valeurs locatives des locaux d'habitation.

➤ Exonérations de taxe foncière en faveur de la rénovation énergétique dans le logement social : La loi de finances étend l'exonération de TFB de quinze ans dont bénéficient les logements sociaux neufs aux logements sociaux qualifiés comme tels depuis au moins quarante ans et sujets à une rénovation énergétique lourde, les faisant passer de la catégorie F ou G à A ou B. Le gouvernement compensera la perte induite, par application aux bases exonérées les taux d'imposition de 2023.

➤ Exonérations de taxe foncière en faveur de l'amélioration de la performance énergétique des logements :

Les collectivités pouvaient exonérer de 50 % à 100 % :

- Pendant au moins cinq ans, les logements neufs dont le niveau de performance énergétique est supérieur à celui imposé par la réglementation
- Pendant trois ans, les logements anciens achevés avant 1989 donnant lieu à certaines dépenses d'optimisation de leur performance énergétique.

S'agissant d'exonérations facultatives, aucune compensation nationale n'existe. La loi de finances pour 2024 met à jour les critères formels, devenus caducs, d'accès à ces deux exonérations. Elle élargit le champ des logements anciens en substituant au butoir 1989 une condition d'âge minimum de dix ans.

La première exonération rénovée pourra s'appliquer dès cette année, communes et EPCI ayant exceptionnellement la possibilité de la voter jusqu'au 29 février (au lieu du classique 30 septembre en N-1). La seconde attendra 2025 avec, là encore, une possibilité dérogatoire de délibération, jusqu'au 28 février 2025.

L'article a donné lieu à un débat au Parlement. L'amendement gouvernemental initial prévoyait que les exonérations soient de droit sans les compenser, tout en laissant aux collectivités la possibilité de les supprimer. Les sénateurs ont obtenu le retour à la logique antérieure inverse d'exonération facultative sur délibération.

Evolution des zonages

Les ZRR, les bassins d'emploi à redynamiser et les zones de revitalisation des commerces en milieu rural sont prolongées jusqu'en juin 2024, pour les fusionner à partir du 1er juillet 2024 dans un nouveau zonage « FRR » (France Ruralité Revitalisation).

Ce nouveau zonage aura deux niveaux :

- FRR socle dédié aux communes de moins de 30 000 habitants (et non membres de communautés urbaines ou de métropoles) appartenant à un EPCI dont le revenu médian par unité de consommation est inférieur ou égal au 35^{ème} centile des revenus médians, et dont la densité de population est inférieure ou égale à la médiane.
- FRR+ limité au premier quart des communes « FRR » membres d'un EPCI confronté depuis au moins dix ans à des difficultés particulières, classées selon un indice synthétique (évolution de la population, du revenu médian et du taux d'emploi).

Le préfet peut inclure à discrétion certaines communes par appréciation des conditions d'éligibilité au niveau du bassin de vie.

La loi de finances harmonise et simplifie les conditions d'accès aux exonérations fiscales pour les entreprises situées en FRR, jusqu'à 249 salariés (contre onze dans les ZRR actuelles).

Objectif de la fusion des dispositifs :

- Clarifier les opérations éligibles en cohérence avec les objectifs propres à chacun des deux niveaux de zonage ;
- Clarifier les activités éligibles, en exonérant les activités commerciales, industrielles et artisanales, ainsi que les professions libérales ;
- Harmoniser les conditions d'exonération, notamment en matière de taille des entreprises et de régime d'imposition ;
- Mieux coordonner les exonérations d'impôts locaux avec celles relatives à l'impôt sur les bénéfices, et aligner leur durée d'exonération.

Rappel des caractéristiques des zonages actuels dont la fusion est envisagée et pour lesquels la Communauté de communes est concernée :

| | Zones de revitalisation rurale (ZRR)* | Zones de revitalisation des commerces en milieu rural (ZoRCoMIR)** |
|--|---|--|
| Principaux fondements juridiques | Article 1465 A du code général des impôts | Article 1464 G du code général des impôts |
| Collectivités concernées | Communes d'un même EPCI | Communes |
| Critères d'éligibilité au dispositif des communes concernées | <ul style="list-style-type: none"> - Densité de population inférieure ou égale à la densité médiane nationale des EPCIFP métropolitains (ou déclin de sa population de 30 % ou plus sur les quatre dernières décennies) - Revenu fiscal par unité de consommation inférieur ou égal à la médiane des revenus médians par EPCIFP métropolitain | <ul style="list-style-type: none"> - Population municipale inférieure à 3 500 habitants - Ne pas appartenir à une aire urbaine de plus de 10 000 emplois - Avoir un nombre d'établissements exerçant une activité commerciale inférieur ou égal à dix |
| Critères d'éligibilité des entreprises au dispositif | Extensions ou créations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique, ou de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique (ou reconversion dans le même type d'activités ou reprise d'établissements en difficulté exerçant le même type d'activités) | <ul style="list-style-type: none"> - Exercer une activité commerciale - Moins de onze salariés - CA annuel hors taxes inférieur à 2 millions d'euros (ou bilan inférieur à 2 millions d'euros) |
| Type de dispositif mobilisable | <ul style="list-style-type: none"> - Exonération de cotisation foncière des entreprises - Exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu - Exonération potentielle au titre des embauches | Exonération facultative partielle ou totale de cotisation foncière des entreprises et/ou de taxe foncière sur les propriétés bâties |

*ZRR : ensemble du territoire de la CC

**ZoRCoMIR : ensemble du territoire de la CC à l'exclusion des communes d'Eus, Prades, Ria, Vernet, Villefranche, Vinça

Dotations d'investissement

- Reconduction et majoration du « fonds vert » : Ce fonds, doté de 2,5 milliards d'autorisations d'engagement pour 2024, vise à soutenir les projets des collectivités territoriales en termes de :
 - Performance environnementale (rénovation des bâtiments publics des collectivités, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets)
 - Adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation)
 - Amélioration du cadre de vie (mise en place de zones à faible émission,...)L'abondement de 500M€ est réservé à la rénovation énergétique des écoles et à l'élaboration des plans climat-air-énergie territoriaux.

- DSIL et DETR : L'objectif de financement de projets verts est rehaussé de 25 % à 30 % pour la DSIL et instauré pour la DETR (20 %) et la DSID (25 %).
En matière d'information des élus, l'article 245 prévoit que la liste des projets recevables mais non retenus par le préfet soit communiquée à la commission des élus pour la DETR, jusqu'à présent informée des seuls projets sélectionnés.

Les concours financiers de l'Etat

La loi de finances 2024 fait progresser l'enveloppe des dotations du bloc communal de 320M€, mais l'enveloppe de la dotation d'intercommunalité progressera de 90M€.

L'enveloppe nationale de la dotation d'intercommunalité est augmentée de 90M€. L'essentiel sera financé par une ponction sur la dotation de compensation de la part salaire des EPCI. Dans la mesure où cette dotation est principalement touchée par les Communautés d'agglomération et les Communautés urbaines, l'objectif est un rééquilibrage à la faveur des Communautés de communes.

La CC percevant des compensations de part salaire risque de voir cette dotation baisser, peut-être compensée par une hausse de la dotation d'intercommunalité. Par prudence, ces dotations ont été projetées stables faute d'éléments tangibles pour estimer leur évolution.

2. SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES BUDGET PRINCIPAL

La section de fonctionnement a été impactée à la fois par la poursuite des hausses de charges liées aux nouvelles variations du SMIC en 2023, de la valeur du point d'indice, mais également les variations de charges courantes et notamment l'électricité (+70K€ entre 2022 et 2023).

En recettes, la hausse de fiscalité associée à la recette exceptionnelle liée au « filet de sécurité » a permis à la Communauté de communes de retrouver un niveau suffisant d'autofinancement pour assurer l'exercice de ses missions.

Sans nouvelle hausse de fiscalité et sans nouvel emprunt, l'épargne nette de la Communauté resterait positive jusqu'en 2027 à périmètre constant.

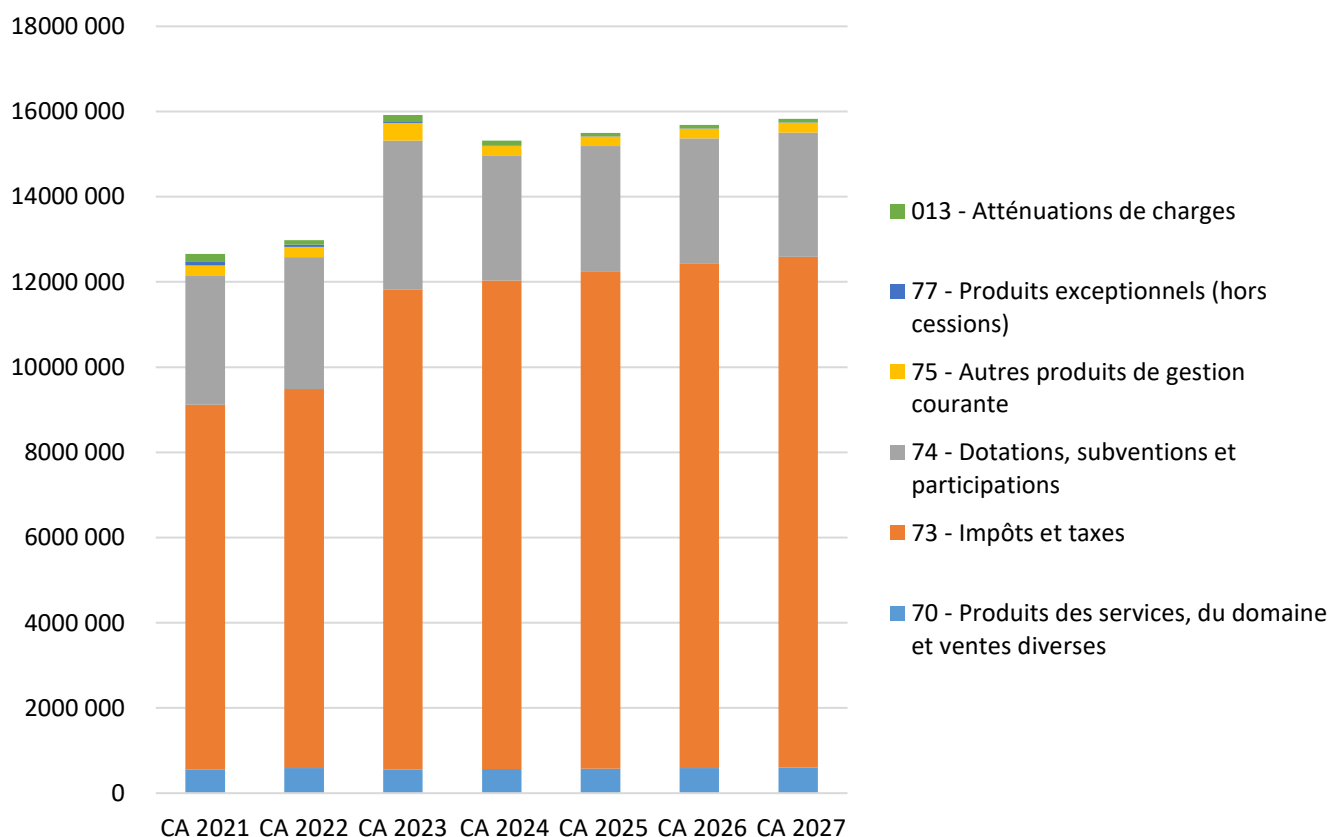
Evolution du fonctionnement sans fiscalité et sans nouvel emprunt :

| DEPENSES | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 1 541 789 | 1 819 768 | 1 893 816 | 2 111 879 | 2 113 022 | 2 128 548 | 2 161 580 |
| 012 - Charges de personnel et frais | 5 192 341 | 5 799 520 | 6 312 536 | 6 523 762 | 6 668 847 | 6 868 912 | 6 726 411 |
| 014 - Atténuations de produits | 2 783 771 | 2 816 368 | 2 983 323 | 2 905 984 | 2 908 284 | 2 910 337 | 2 912 425 |
| 65 - Autres charges de gestion cou | 1 794 056 | 1 963 820 | 2 375 851 | 2 373 477 | 2 347 683 | 2 458 831 | 2 568 198 |
| 66 - Charges financières | 77 453 | 82 001 | 84 378 | 76 208 | 68 670 | 59 613 | 50 462 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 1 922 | 2 227 | 6 154 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 4 000 |
| DEPENSES REELLES | 11 391 332 | 12 483 704 | 13 656 058 | 13 995 310 | 14 110 506 | 14 430 241 | 14 423 076 |

| RECETTES | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 70 - Produits des services, du dom | 555 674 | 589 945 | 553 560 | 563 975 | 577 710 | 591 793 | 606 233 |
| 73 - Impôts et taxes | 8 565 488 | 8 893 641 | 11 265 058 | 11 469 497 | 11 673 858 | 11 836 285 | 11 982 941 |
| 74 - Dotations, subventions et part | 3 019 447 | 3 097 855 | 3 496 121 | 2 936 607 | 2 938 557 | 2 941 259 | 2 918 354 |
| 75 - Autres produits de gestion cot | 246 443 | 244 519 | 417 187 | 217 900 | 222 384 | 226 832 | 231 303 |
| 77 - Produits exceptionnels (hors c | 95 764 | 45 806 | 18 589 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 |
| 013 - Atténuations de charges | 175 641 | 111 464 | 168 190 | 120 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 |
| RECETTES REELLES | 12 658 457 | 12 983 230 | 15 918 704 | 15 314 979 | 15 499 509 | 15 683 169 | 15 825 831 |

| EPARGNE BRUTE | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
|----------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 16 - Emprunts | 391 023 | 512 335 | 524 622 | 524 087 | 529 081 | 531 664 | 534 342 |
| EPARGNE NETTE | 876 102 | -12 809 | 1 738 024 | 795 582 | 859 922 | 721 264 | 868 413 |

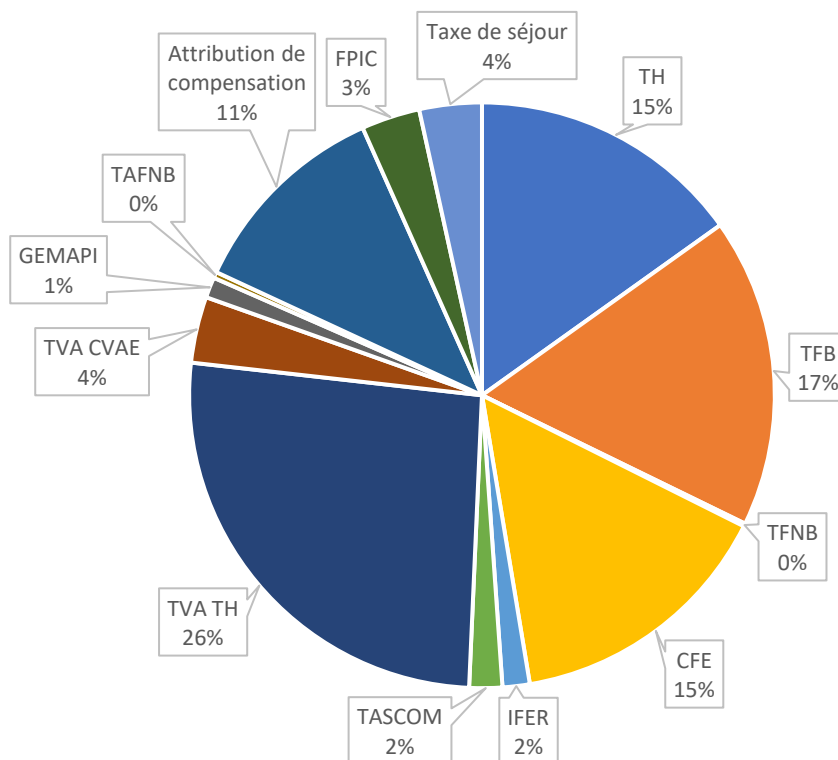
2.1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL



A taux constants, l'évolution moyenne des recettes de fonctionnement est de moins de 1% sur la période 2023-2027. La part la plus importante reste les impôts et taxes représentant 75% des produits en 2024. Les dotations et participations constituent un peu moins de 20% (essentiellement les financements CAF) des ressources de la Communauté, le reste des ressources et notamment les produits des services est marginal.

2.1.1 FISCALITE

Structure des produits fiscaux :



La Communauté de communes n'a de pouvoir que sur 47% de ses recettes fiscales (Taxes foncières, taxe d'habitation sur les résidences secondaires et cotisation foncière des entreprises) ce qui représente 35% des recettes de fonctionnement en 2024.

Les taux seront proposés inchangés en 2024.

2.1.1.1 Taxe d'habitation

L'évaluation 2024 de la taxe d'habitation est plus complexe que les années passées du fait de l'utilisation pour la première année de la plateforme « gérer mes biens » pour les déclarations, ce qui a amené des difficultés de taxation et surtout la taxation à tort de biens. Les estimations faites pour 2024 ont donc volontairement été réduites de 1.5% avant application de l'actualisation. Dans l'attente des données issues de la notification des bases 2024.

Le produit estimé dans ce cadre est de 1 735K€, soit +37K€ par rapport à 2023 pour un taux de 16.74%.

2.1.1.2 Taxe foncière sur les propriétés bâties

Après actualisation des bases, le produit de taxe foncière sur les propriétés bâties estimé est de 1 960K€ et 18K€ de foncier non bâti auquel s'ajoute 38K€ de taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties. La hausse de produit est chiffrée à 72K€.

Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties est maintenu à 6.5% et 3.36% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

2.1.1.3 Cotisation foncière des entreprises

A taux constant, le produit estimé est de 1 720k€, soit +9k€. Les bases de CFE ne varient pas à l'identique des autres produits fiscaux directs.

Ainsi, les contribuables soumis à la cotisation minimale voient leurs bases progressées d'un taux de +2.5% pour 2024. Les autres redevables verront leurs bases évoluées en fonction de l'évolution des tarifs départementaux fixés par catégorie, soit +0.4% en 2024.

Le taux est actuellement de 35.73%.

2.1.1.4 Taxe de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI)

Cette taxe sera prévue pour 2024 avec un montant similaire aux années précédentes avec 130 150€. L'objectif est notamment la couverture des besoins de financement des programmes de travaux du Syndicat Mixte du Bassin Têt Versant.

S'agissant d'une taxe affectée, le rapport dépenses / recettes s'établit comme suit :

| ANNEE | TAXE GEMAPI VOTEE | TAXE GEMAPI ENCAISSEE | COMPENSATION FISCALE ENCAISSEE | CONTRIBUTION SMBTV | CONTRIBUTION SMBVA | SOLDE DISPONIBLE |
|--------------|---------------------|-----------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| 2019 | 130 150,00 € | 130 266,00 € | | 66 110,75 € | 4 459,00 € | 59 696,25 € |
| 2020 | 130 150,00 € | 130 378,00 € | | 78 059,67 € | 685,69 € | 51 632,64 € |
| 2021 | 130 150,00 € | 127 246,00 € | 3 269,00 € | 152 626,12 € | 685,69 € | - 22 796,81 € |
| 2022 | 130 150,00 € | 126 881,00 € | 3 269,00 € | 125 742,12 € | 691,00 € | 3 716,88 € |
| 2023 | 130 150,00 € | 126 881,00 € | 3 269,00 € | 128 403,57 € | 1 536,57 € | 209,86 € |
| TOTAL | 650 750,00 € | 641 652,00 € | 9 807,00 € | 550 942,23 € | 8 057,95 € | 92 458,82 € |

2.1.1.5 Taxe de séjour

La taxe de séjour nette des versements au département s'est établie à 275K€ en 2023. Le montant prévisionnel net est estimé en 2024 à 280K€ avec des tarifs constants.

Il est à noter qu'à compter de 2024, la Communauté de communes percevra la taxe additionnelle à la taxe de séjour à destination de la Société Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan pour un taux additionnel de 34%, les 10% du département étant maintenus. La recette prévue de 395K€ inclut donc un montant de 115K€ de versements.

Les modalités de versement exacts sont en cours de discussion au sein des services de la DGFIP.

2.1.1.6 Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)

Cet impôt a été supprimé en 2023 pour les collectivités. Elle a été compensée par une fraction de TVA. La Communauté de communes a actuellement perçu 410 918€ en 2023, le montant définitif ne sera connu qu'en avril.

La prévision a été établie de la même façon que pour la part principale de fraction de TVA (voir ci-dessous) versée suite à la suppression de la taxe d'habitation, soit +2.5% pour un montant de 419K€.

2.1.1.7 Fraction de TVA

Cette fraction principale de TVA est venue compenser les pertes fiscales liées à la suppression de la TH.

En 2023, la prévision de variation de la TVA était de +5.1% au mois de mars et s'est réduite pour le moment à +3.7% dans l'attente de la signification du montant définitif. Les estimations de l'Etat sont de +4.5% en 2024, mais au vu de la situation et par prudence, la variation comptabilisée en DOB est de +2.5% avec un montant de 2 991K€.

2.1.2 LES DOTATIONS DE L'ETAT

Suite à la réforme mise en œuvre en 2019, la Communauté de communes a bénéficié des dotations suivantes :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | ESTIMATION 2024 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| DOTATION D'INTERCOMMUNALITE | 853 444 € | 832 580 € | 835 445 € | 837 471 € | 838 909 € | 838 909 € |
| DOTATION DE COMPENSATION | 470 820 € | 459 254 € | 450 209 € | 440 333 € | 437 777 € | 437 777 € |
| TOTAL | 1 324 264 € | 1 291 834 € | 1 285 654 € | 1 277 804 € | 1 276 686 € | 1 276 686 € |

Actuellement, la projection pour 2023 est effectuée avec une stabilité.

2.1.3 ATTRIBUTION DE COMPENSATION

Suite aux transferts de compétences au 1^{er} janvier 2019, les reversements d'attributions de compensation se sont réduits à un montant de 406K€, les attributions de compensation négatives représentent 1 308K€.

Le montant des attributions de compensation a été modifié en 2022 pour la seule commune de Fontpédrouse, suite à la fermeture de l'école en septembre 2021.

Les montants d'attribution de compensation resteront inchangés en 2023, avec 1 308 487€ reçus et 427 317€ reversés.

2.2 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET PRINCIPAL

2023 a vu la poursuite de l'évolution des charges de fonctionnement liée tant à la hausse des charges de personnel (hausse du SMIC, hausse du point d'indice), qu'à celles du fonctionnement courant (impact de la hausse du coût de l'électricité), hausse de la contribution au budget annexe de la restauration scolaire, de la contribution au SDIS.

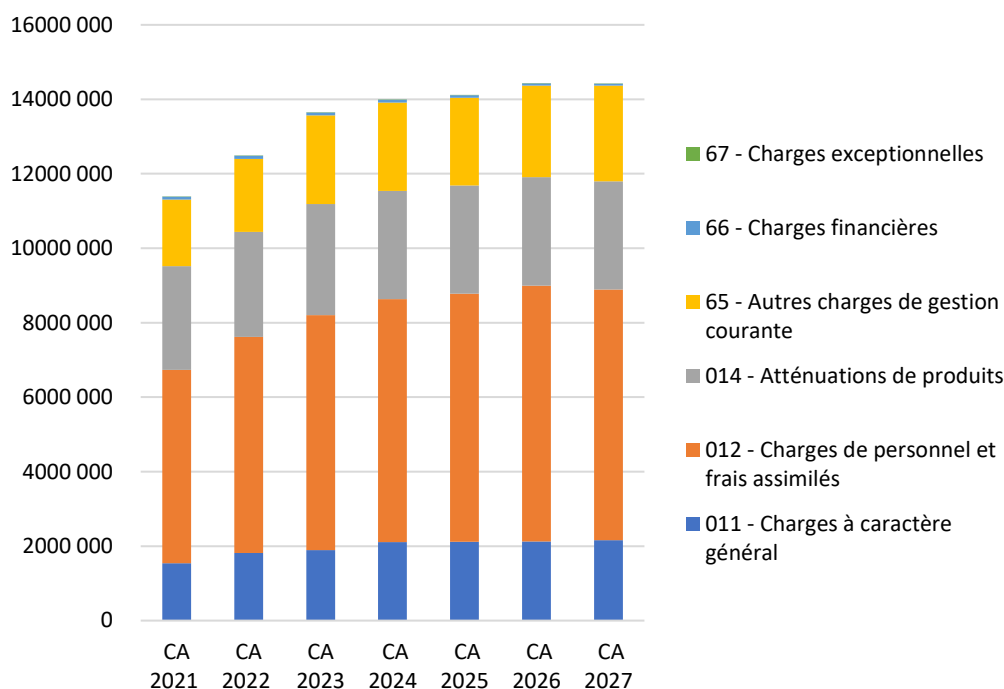
En 2024, les principales variations au regard de 2023 concernent :

En dépenses :

- L'AMO pour l'accompagnement dans le cadre du transfert de la compétence eau et assainissement pour 100K€
- Les frais de mise en place du Document Unique en RH pour 30K€
- Hausse de l'électricité en 2024, qui devrait se tasser voire se réduire en 2025 en fonction des nouveaux marchés passés par le SYDEEL
- Hausse de 32K€ de la contribution au SDIS pour un total de 693K€
- Hausse de la contribution au budget annexe de la restauration scolaire dont le montant dépendra des arbitrages réalisés sur ce budget

En recettes :

- Non reconduction de deux recettes exceptionnelles : filet de sécurité pour 380K€ et refacturation de loyers à SELECOM pour 182K€



2.2.1 LES DEPENSES DE PERSONNEL DU BUDGET PRINCIPAL

2.2.1.1 Emplois aidés

Afin de limiter l'évolution des dépenses de fonctionnement, la maîtrise des charges de personnel reste fondamentale. Les enveloppes dédiées aux contrats aidés permettant une progression plus limitée des coûts nets de personnel, qui s'étaient réduites en 2019 et 2020, ont progressé en 2021 et début 2022 et certaines aides ont été majorées du fait du contexte économique. Ces aides se sont fortement réduites et les enveloppes de recrutement arrêtées sur la fin de l'exercice 2022 et reprises de façon très marginales en 2023.

Ainsi, les 8.1 ETP pour 2022 masquaient une évolution de la situation défavorable aux finances de la Communauté de communes avec 10.9 ETP en janvier 2022 réduits à 2.3 ETP en décembre.

| Année | CAE | Avenir | Total |
|-------|------|--------|-------|
| 2018 | 16 | 19 | 35 |
| 2019 | 12 | 7 | 19 |
| 2020 | 10 | 0 | 10 |
| 2021 | 16.5 | | 16.5 |
| 2022 | 8.1 | | |
| 2023 | 0.4 | | |

2.2.1.2 Masse salariale

2023 a vu l'intégration des postes suivants, nécessaires au bon fonctionnement de la Communauté de communes en année pleine : chargé de mission développement économique, chargé de mission Petites villes de demain, chargé de mission agriculture, ainsi qu'un chargé de mission communication. 3 de ces postes ont été partiellement financés en 2023. Les postes de chargé de mission agriculture et petites villes de demain seront toujours financés en 2024.

La prévision 2024 intègre une provision permettant la création : du poste de chargé de mission transfert eau et assainissement et d'un gestionnaire financier.

Par ailleurs, la revalorisation du SMIC de 1.13% au 1^{er} janvier 2024, la hausse de 5 points d'indice majoré pour les titulaires et personnels contractuels indiciaires et une provision de 93K€ pour la prime inflation (montant maximum en attendant la décision prise par le conseil communautaire sur ce point) ont été provisionnés.

| CATEGORIE | NOMBRE ETP | NOMBRE AGENTS | MASSE SALARIALE | TRAITEMENT INDICIAIRE OU DE BASE |
|----------------|--------------|---------------|-------------------|----------------------------------|
| PERMANENTS | 83.6 | 92 | 2 388 042€ | 1 992 270€ |
| NON PERMANENTS | 75.1 | 143 | 1 885 158€ | 1 581 806€ |
| EMPLOIS AIDES | 1.2 | 1 | 26 251€ | 26 251€ |
| TOTAL | 159.9 | 237 | 4 273 200€ | 3 574 076€ |

| CATEGORIE | NBI | RI | HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES (2023) | AVANTAGES |
|----------------|----------------|-----------------|--|----------------|
| PERMANENTS | 12 103€ | 291 246€ | 3 007 heures | 38 678€ |
| NON PERMANENTS | 0 | 155 501€ | 17 227 heures | 1 375€ |
| EMPLOIS AIDES | 0 | | 0 | |
| TOTAL | 12 103€ | 446 747€ | 20 234 heures | 40 053€ |

2.2.1.3 Le temps de travail

La durée du temps de travail a été modifiée par délibération n°340-21 du 16 décembre 2021. Il est désormais fixé comme suit :

| | |
|-------------------------------|--------------|
| Nb total de jour dans l'année | 365.25 |
| Repos hebdomadaires | -104 jours |
| Congés annuels | -25 jours |
| RTT | -7 jours |
| Jours fériés | -8 jours |
| Nb de jours travaillés | 221.25 |
| Nb d'heures travaillées | 1 607 heures |

L'application de la durée légale du travail est mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2022 pour l'ensemble des agents de la collectivité. Les cycles de travail sont définis dans le protocole annexé à la délibération en fonction des besoins de chacun des services.

2.3 LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

La programmation des investissements reflète la structuration des compétences de la Communauté de communes et notamment la prise de la compétence scolaire.

| OPERATIONS | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | | 2027 | |
|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES |
| OPERATIONS RECURRENTES | | | | | | | | | | |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 39 738 | 0 | 155 246 | 38 218 | 60 000 | 0 | 60 000 | 0 | 60 000 | 0 |
| OCMACS | 19 756 | 0 | 45 917 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 |
| OPAH TOURISTIQUE PYLOT | 13 646 | 0 | 8 615 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| QUADRAT/INICI | 0 | 0 | 70 713 | 38 218 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RESERVE FONCIERE | 3 744 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 |
| PROVISION PROJETS ECONOMIQUES | 2 592 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AMENAGEMENT DE L'ESPACE | 441 312 | 188 786 | 456 521 | 452 791 | 206 005 | 105 000 | 206 005 | 105 000 | 206 005 | 105 000 |
| PISTES DFCI | 357 402 | 161 577 | 232 092 | 398 402 | 100 000 | 80 000 | 100 000 | 80 000 | 100 000 | 80 000 |
| CHEMINS DE RANDONNEE | 17 088 | 27 209 | 58 438 | 54 389 | 65 000 | 25 000 | 65 000 | 25 000 | 65 000 | 25 000 |
| SCOT PLUI | 20 866 | 0 | 57 497 | 0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 |
| FACADES | 24 952 | 0 | 87 489 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CANAL DE BOHERE | 21 004 | 0 | 21 005 | 0 | 21 005 | 0 | 21 005 | 0 | 21 005 | 0 |
| CADRE DE VIE | 5 370 | 2 433 | 35 537 | 0 | 305 000 | 75 000 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 |
| MAISON DE SANTE | 0 | 0 | 30 000 | 0 | 300 000 | 75 000 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 |
| CABINET MEDICAL / MAISON FRANCE SERVICES | 5 370 | 2 433 | 5 537 | 0 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 |
| EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS | 76 029 | 0 | 102 230 | 1 184 | 65 000 | 0 | 35 000 | 0 | 35 000 | 0 |
| PISCINE TRAVAUX MATERIELS | 2 273 | 0 | 30 000 | 0 | 30 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECOLE DE MUSIQUE | 0 | 0 | 15 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RESEAU MEDIATHEQUE | 42 348 | 0 | 45 230 | 1 184 | 35 000 | 0 | 35 000 | 0 | 35 000 | 0 |
| MEDIATHEQUE TRAVAUX | 31 407 | 0 | 12 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| POLITIQUE DU LOGEMENT | 11 386 | 0 | 133 827 | 0 | 45 000 | 0 | 45 000 | 0 | 45 000 | 0 |
| OPAH | 11 386 | 0 | 133 827 | 0 | 45 000 | 0 | 45 000 | 0 | 45 000 | 0 |

| OPERATIONS | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | | 2027 | |
|--|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES |
| ENFANCE ET JEUNESSE | 763 243 | 246 865 | 1 320 167 | 351 882 | 716 500 | 130 000 | 716 500 | 130 000 | 466 500 | 30 000 |
| MAISON DE L'ENFANCE | 23 956 | 4 864 | 71 128 | 14 717 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 |
| PIJ ET CENTRES DE LOISIRS | 2 685 | 0 | 50 000 | 11 944 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 |
| AGORESPACES | 91 933 | 6 970 | 20 000 | 30 884 | 15 000 | 0 | 15 000 | 0 | 15 000 | 0 |
| CRECHE VERNET | 10 413 | 6 605 | 32 292 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECOLES INVESTISSEMENT | 76 555 | 49 501 | 101 340 | 24 363 | 100 000 | 0 | 100 000 | 0 | 100 000 | 0 |
| ECOLES CANTINES TRAVAUX | 546 893 | 178 924 | 993 581 | 269 974 | 550 000 | 130 000 | 550 000 | 130 000 | 300 000 | 30 000 |
| ENFANCE JEUNESSE CRECHES EQUIPEMENTS | 10 808 | 0 | 51 826 | 0 | 26 500 | 0 | 26 500 | 0 | 26 500 | 0 |
| EQUIPEMENTS ET TRAVAUX DIVERS | 32 845 | 0 | 122 374 | 0 | 95 000 | 0 | 95 000 | 0 | 95 000 | 0 |
| MUTUALISATION | 1 067 | 0 | 74 400 | 0 | 50 000 | 0 | 50 000 | 0 | 50 000 | 0 |
| PARC AUTO | 8 290 | 0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 |
| MOBILIER ET MATERIELS DIVERS | 2 718 | 0 | 11 072 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 |
| INFORMATIQUE | 20 770 | 0 | 16 902 | 0 | 15 000 | 0 | 15 000 | 0 | 15 000 | 0 |
| SS TOTAL OPERATIONS RECURRENTES | 1 369 923 | 438 084 | 2 325 900 | 844 075 | 1 492 505 | 310 000 | 1 167 505 | 235 000 | 917 505 | 135 000 |

| OPERATIONS | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | | 2027 | |
|---|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES |
| OPERATIONS EN COURS OU FINALISEE EN 2024 | | | | | | | | | | |
| SCHEMAS ET AUDIT | 0 | 0 | 50 000 | 0 | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 9 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ZONE SAUVY | 9 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CADRE DE VIE | 424 658 | 126 231 | 16 964 | 9 653 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| STATION SERVICE D'OLETTE | 424 658 | 126 231 | 16 964 | 9 653 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS | 1 326 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FONDS PATRIMONIAUX | 1 326 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ENFANCE ET JEUNESSE | 129 992 | 97 544 | 31 079 | 8 393 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CL ET PIJ VERNET | 91 144 | 42 544 | 31 079 | 8 393 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CHAUFFERIE ECOLES | 38 849 | 55 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| EQUIPEMENTS ET TRAVAUX DIVERS | 57 125 | 20 846 | 139 210 | 48 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE | 57 125 | 20 846 | 139 210 | 48 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| SS TOTAL OPERATIONS EN COURS | 622 102 | 244 620 | 237 253 | 66 685 | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL OPERATIONS ENGAGEES ET RECURRENTES | 1 992 025 | 682 704 | 2 563 153 | 910 760 | 1 542 505 | 310 000 | 1 167 505 | 235 000 | 917 505 | 135 000 |

| OPERATIONS | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | | 2027 | |
|---|------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES |
| EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS | 450 745 | 224 885 | 2 042 805 | 821 852 | 3 650 000 | 1 974 317 | 2 864 005 | 1 689 683 | 0 | 0 |
| PISCINE | 215 759 | 0 | 122 000 | 0 | 500 000 | 0 | 500 000 | 0 | 0 | 0 |
| MAISON FELIP | 152 718 | 109 470 | 700 000 | 0 | 3 000 000 | 1 974 317 | 2 364 005 | 1 689 683 | 0 | 0 |
| PEM VILLEFRANCHE | 0 | 0 | 0 | 0 | 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| REMPARTS VILLEFRANCHE ET BASTION DU DAUPHIN | 82 268 | 115 416 | 1 220 805 | 821 852 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ENFANCE ET JEUNESSE | 193 717 | 0 | 2 050 000 | 300 000 | 3 070 000 | 531 545 | 4 058 487 | 1 233 040 | 3 396 727 | 1 400 000 |
| ECOLE VINCA | 157 420 | 0 | 200 000 | 0 | 900 000 | 0 | 3 000 000 | 800 000 | 3 396 727 | 1 400 000 |
| ECOLE RIA | 0 | 0 | 150 000 | 0 | 1 450 000 | 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ECOLE CATLLAR | 36 297 | 0 | 1 700 000 | 300 000 | 720 000 | 281 545 | 1 058 487 | 433 040 | 0 | 0 |
| EQUIPEMENTS ET TRAVAUX DIVERS | 12 420 | 0 | 372 110 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 |
| CHÂTEAU PAMS | 12 420 | 0 | 372 110 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 | 10 000 | 0 |
| SS TOTAL OPERATIONS | 656 882 | 224 885 | 4 464 915 | 1 121 852 | 6 730 000 | 2 255 862 | 6 932 492 | 2 922 723 | 3 406 727 | 1 400 000 |
| TOTAL | 2 648 907 | 907 589 | 7 028 068 | 2 032 612 | 8 272 505 | 2 815 862 | 8 099 997 | 3 157 723 | 4 324 232 | 1 535 000 |

Il s'agit d'un prévisionnel des opérations à mener et de provisions. Les éléments chiffrés évolueront en fonction des arbitrages financiers et des avancées opérationnelles. Par ailleurs, la faisabilité de certains projets sera directement liée aux taux de financements externes obtenus.

La volumétrie des investissements récurrents très peu financés oblige la Communauté de communes à dégager un autofinancement important de sa section de fonctionnement.

Il sera proposé de suspendre pour le moment l'aménagement complémentaire de la zone Sauvy et de clôturer lors de la session budgétaire l'autorisation de programme de la piscine couverte. Les montants affichés en programmation ont pour vocation de garder une volumétrie d'investissements pour le maintien en fonctionnement de la piscine actuelle.

En suite des créations d'autorisations de programmes de 2021, il est proposé de réviser les crédits de paiement au vu de l'avancée des programmes et de la connaissance des coûts par la Communauté.

Autorisations de programme proposées :

| PROGRAMMES | MONTANT AP | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP 2024 | CP 2025 | CP 2026 et suivants |
|-------------------------|------------|---------|---------|---------|-----------|-----------|---------------------|
| AMENAGEMENTS ZONE SAUVY | 601 035 | 405 212 | 186 823 | 9 000 | | | 298 965 |
| PISCINE COUVERTE | 672 686 | 23 745 | 311 182 | 215 759 | | | |
| MAISON FELIP | 6 675 000 | 246 941 | 211 338 | 152 718 | 700 000 | 3 000 000 | 2 364 003 |
| ECOLE VINCA | 8 000 000 | 417 | 330 823 | 157 420 | 200 000 | 900 000 | 6 411 340 |
| ECOLE CATLLAR | 3 600 000 | 14 226 | 70 989 | 36 297 | 1 700 000 | 720 000 | 1 058 488 |

Il sera proposé de suspendre pour le moment l'aménagement complémentaire de la zone Sauvy et de clôturer lors de la session budgétaire l'autorisation de programme de la piscine couverte.

2.4 AUTOFINANCEMENT ET FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Certains investissements, soit nécessaires au fonctionnement des services, soit résultants de programmes décidés par la Communauté de communes, doivent être financés par la section de fonctionnement. En effet, de par leur nature, il n'est pas souhaitable qu'ils soient financés par emprunt (biens mobiliers, subventions d'équipement versées...).

Pour les opérations concernant des biens immeubles (écoles notamment), comme évoqué lors du DOB de 2023, le financement du reste à charge sera réalisé par emprunt.

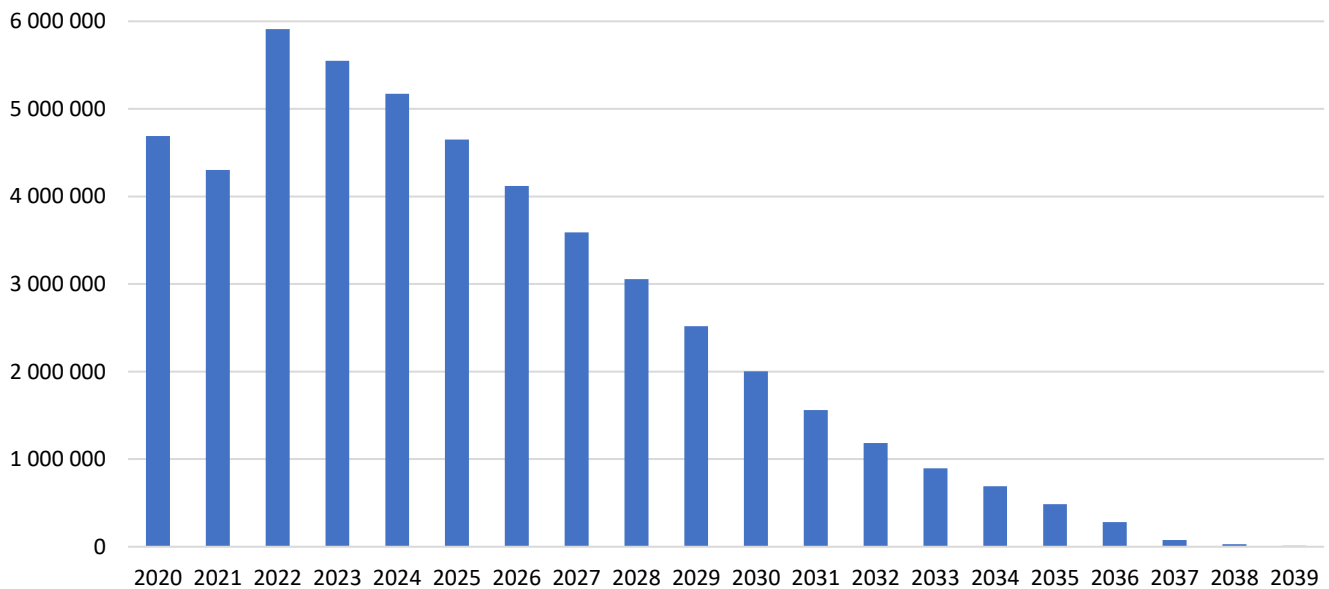
| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL | |
|-------------------------------------|-------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| DEPENSES D'EQUIPEMENT | 3 494 649 | 2 649 837 | 7 028 062 | 8 272 505 | 8 099 997 | 4 324 232 | 33 869 282 | |
| RECETTES | FCTVA | 442 191 | 330 147 | 1 075 785 | 1 311 746 | 1 316 255 | 696 879 | 5 173 003 |
| | SUBVENTIONS | 794 127 | 907 589 | 2 032 612 | 2 815 862 | 3 157 723 | 1 535 000 | 11 242 913 |
| | AUTRES | 157 995 | 47 378 | 102 420 | | | | 307 793 |
| | TOTAL | 1 394 313 | 1 285 114 | 3 210 817 | 4 127 608 | 4 473 978 | 2 231 879 | 16 723 709 |
| | SOLDE A FINANCER | 2 100 336 | 1 364 723 | 3 817 245 | 4 144 897 | 3 626 019 | 2 092 353 | 17 145 573 |
| | EMPRUNTS | 150 000 | 150 000 | 1 568 752 | 3 431 048 | 3 370 306 | 2 003 313 | 10 673 419 |
| | AUTOFINANCEMENT | - 12 809 | 1 783 276 | 768 936 | 758 831 | 612 058 | 402 018 | 4 312 310 |
| | Variation FDR | 1 963 145 | - 568 553 | 1 479 557 | - 44 982 | - 356 345 | - 312 978 | 2 159 844 |
| EPARGNE NETTE APRES EMPRUNTS | | | 795 582 | 712 738 | 254 499 | 87 712 | 1 850 531 | |
| ENCOURS DE DETTE AU 31/12 | | | 6 230 456 | 9 057 481 | 11 652 728 | 12 705 193 | | |
| CAPACITE DE DESENDETTEMENT | | | 4,7 | 6,9 | 11,3 | 12,2 | | |

Les chiffrages proposés tiennent compte d'un rythme d'investissement important et qui seront réévalués en fonction du lissage naturel des opérations, de l'évolution de leur coût et de leur financement.

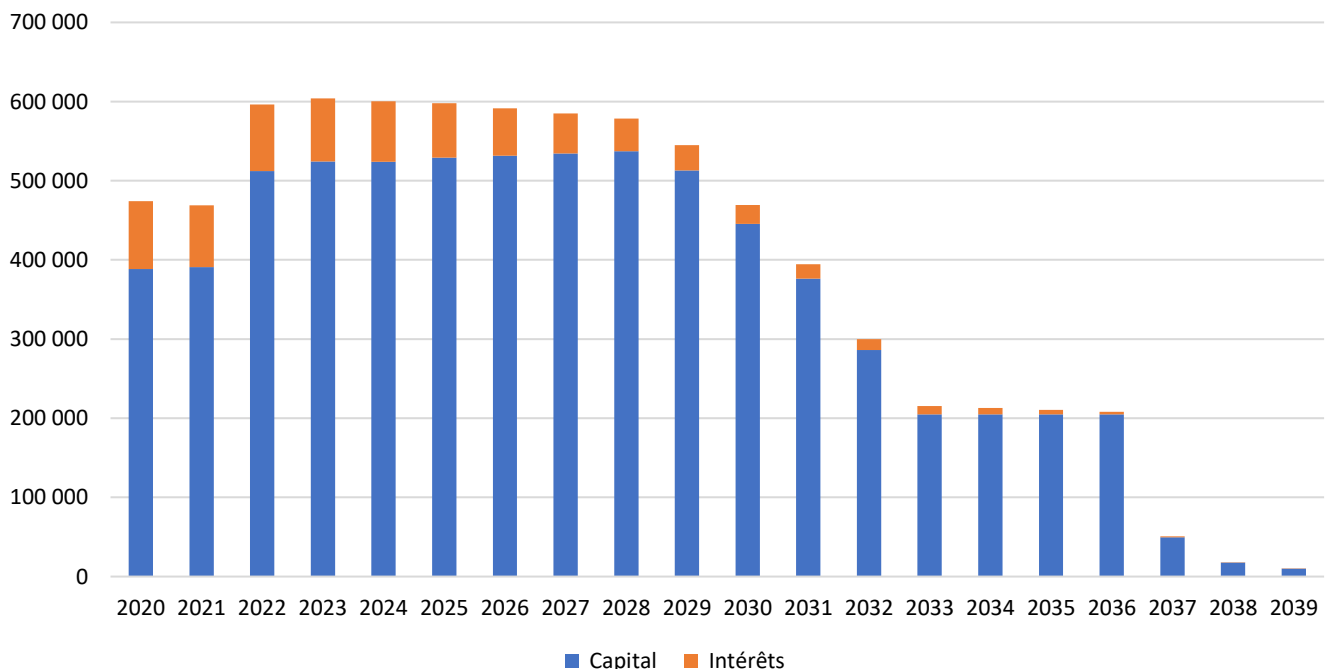
2.5 LA DETTE

Le stock de dette de la Communauté de communes est actuellement constitué intégralement d'emprunts à taux fixe pour un total au 31 décembre 2023 de 5M€, auquel s'ajoute les 150K€ empruntés en fin d'année et encaissés en janvier 2024. La Communauté de communes, contrairement aux communes est une structure jeune, dont la dette l'est également. Son stock de dette est en cours de constitution emportant une hausse de l'encours qui se stabilisera dans le temps. La capacité de désendettement s'établit à 2 années en 2023 du fait de la hausse de l'épargne brute.

➤ Encours sans nouvel emprunt avec l'encours de 150K€ de fin 2023 :



➤ Annuité sans nouvel emprunt avec l'encours de 150K€ de fin 2023 :



3. SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES

En 2024, le budget annexe des ordures ménagères fait l'objet d'une modification de périmètre du fait de la reprise de la compétence Emballages Ménagers Recyclables en Points d'Apports Volontaires antérieurement gérée par le SYDETOM. Cette reprise de compétence emportera les variations suivantes :

- Frais liés à un véhicule supplémentaire (en location jusqu'en 2025, puis acquisition) et notamment les frais de carburants, de maintenance et d'assurance ;
- L'intégration potentielle d'un nouvel agent, le service teste le fonctionnement du service sans renfort et procédera au recrutement si besoin ;
- Réduction de la prestation au SYDETOM (363.10€ en 2023 à 38.00€ en 2024).

L'équilibre de ce transfert est positif pour la Communauté de communes au vu de la projection actuelle des coûts.

Détail de la projection du coût de la prestation au SYDETOM pour 2024 :

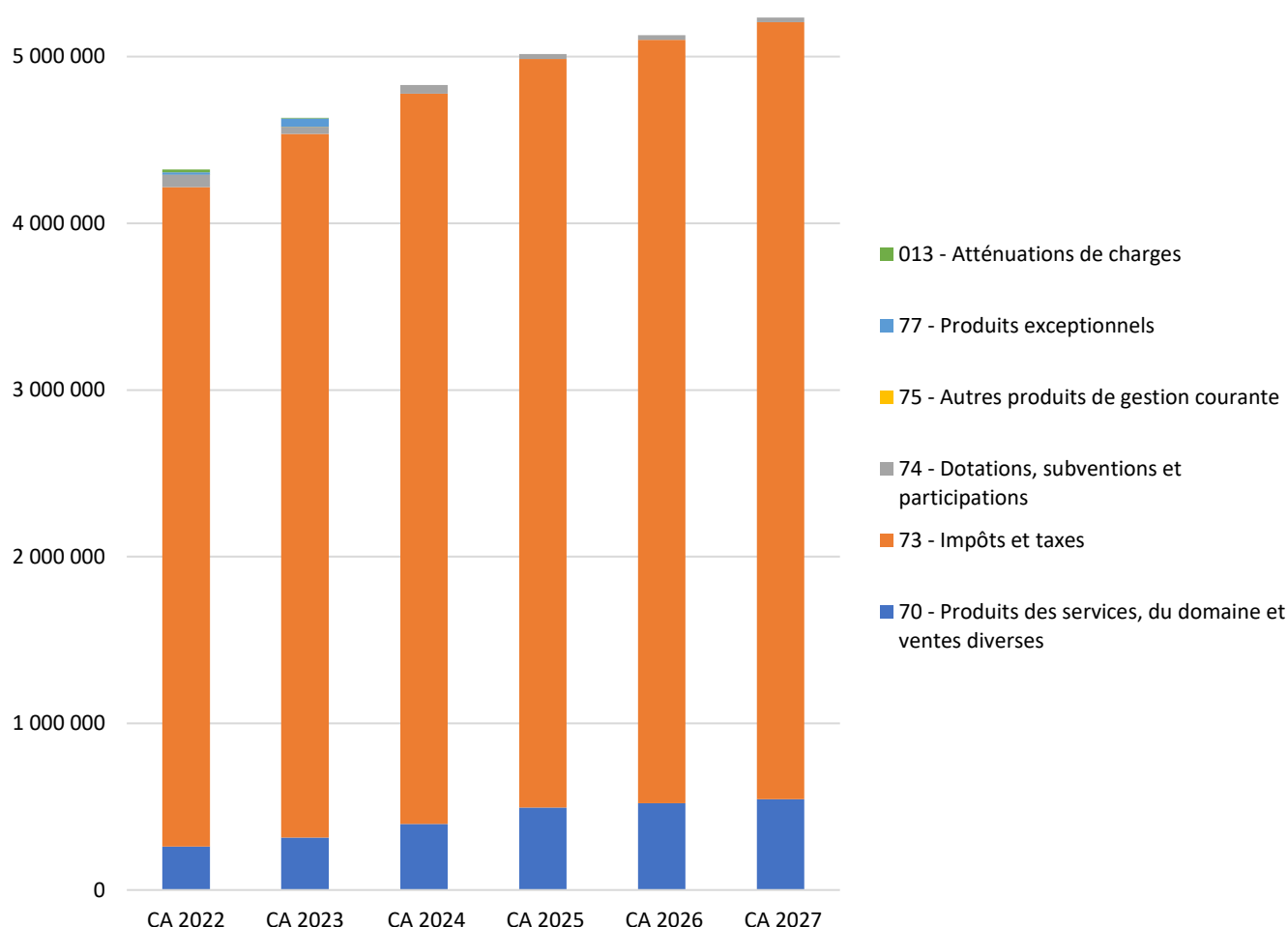
| Tarification par Flux (hors tout-venant) | SYDETOM COUT 2023 | | | SYDETOM COUT 2024 | | |
|--|-------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|-----------------------|---------------------|
| | Unité* | Prix de refacturation | Total | Unité* | Prix de refacturation | Total |
| Part fixe (population DGF) | 25 630 | 16,40 | 420 332,00 | 25 674 | 17,00 | 436 458,00 |
| Ordures ménagères | 5 506 | 100,20 | 551 699,20 | 5 600 | 99,00 | 554 400,00 |
| Biodéchets | | | | | 86,00 | 0,00 |
| Refus | 280 | 127,20 | 35 670,70 | 340 | 122,00 | 41 480,00 |
| EMR en PAP | 656 | 46,20 | 30 324,76 | 656 | 38,00 | 24 942,44 |
| EMR en PAV | 529 | 363,10 | 192 217,88 | 529 | 38,00 | 20 116,44 |
| EMR Traitement | 636 | -15,50 | -9 863,89 | 656 | 0,00 | 0,00 |
| Verre | 903 | 40,20 | 36 294,17 | 903 | 35,00 | 31 599,40 |
| Déchets végétaux | 2 293 | 45,00 | 103 196,25 | 2 400 | 40,00 | 96 000,00 |
| Total | | | 1 359 871,05 | | | 1 204 996,28 |
| Modération des écarts | Tonnes d'OM | Prix de référence | Total | Tonnes d'OM | Prix de référence | Total |
| Participation à la tonne incinérée | 5 506 | 195,00 | 1 073 666,10 | 5 600 | 202,00 | 1 131 200,00 |
| Participation par flux | | | 1 359 871,05 | | | 1 204 996,28 |
| Ecart entre la participation par flux et l'ancien calcul | | | 286 204,95 | | | 73 796,28 |
| Ecrêtement de l'écart pour 2023 = 50% | | | 143 102,48 | | | 55 347,21 |
| Ecrêtement de l'écart pour 2024 = 25% | | | 143 102,48 | | | 18 449,07 |
| Participation estimée après modération des écarts | | | 1 216 768,58 | | | 1 186 547,21 |
| Tarification par Flux Tout-venant | Unité | Prix de refacturation | Total | Unité | Prix de refacturation | Total |
| Déchèteries - TVVD | 1 825 | 166,00 | 303 008,10 | 1 825 | 170,00 | 310 309,50 |
| Participation totale | | | 1 519 776,68 | | | 1 496 856,71 |

➤ Structure de la section de fonctionnement :

| DEPENSES | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 2 383 098 € | 2 501 915 € | 2 638 804 € | 2 774 481 € | 2 696 874 € | 2 791 597 € |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 1 519 582 € | 1 527 575 € | 1 624 500 € | 1 655 210 € | 1 704 866 € | 1 756 012 € |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 313 € | 103 € | 1 656 € | 1 700 € | 1 740 € | 1 780 € |
| 66 - Charges financières | 5 348 € | 4 566 € | 4 209 € | 24 338 € | 22 522 € | 21 027 € |
| 67 - Charges exceptionnelles | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| DEPENSES REELLES | 3 908 341 € | 4 034 159 € | 4 269 169 € | 4 455 729 € | 4 426 002 € | 4 570 416 € |
| RECETTES | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 260 926 € | 313 738 € | 396 387 € | 495 339 € | 519 854 € | 545 595 € |
| 73 - Impôts et taxes | 3 956 382 € | 4 221 755 € | 4 380 802 € | 4 490 322 € | 4 580 129 € | 4 660 281 € |
| 74 - Dotations, subventions et participations | 73 379 € | 43 911 € | 52 698 € | 29 247 € | 29 247 € | 29 247 € |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 2 € | 1 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 77 - Produits exceptionnels | 16 345 € | 49 867 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| 013 - Atténuations de charges | 16 476 € | 4 270 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| RECETTES REELLES | 4 323 510 € | 4 633 542 € | 4 829 887 € | 5 014 908 € | 5 129 230 € | 5 235 123 € |
| EPARGNE BRUTE | 415 169 € | 599 382 € | 560 718 € | 559 179 € | 703 228 € | 664 707 € |
| 16 - Emprunts | 41 895 € | 42 222 € | 42 561 € | 65 286 € | 56 713 € | 57 765 € |
| EPARGNE NETTE | 373 274 € | 557 160 € | 518 157 € | 493 893 € | 646 515 € | 606 942 € |

3.1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES

Les recettes de fonctionnement du budget annexe des ordures ménagères sont essentiellement constituées de la TEOM et des redevances spéciales.



3.1.1 LA TEOM

Le lissage des taux de TEOM s'est achevé en 2021. La hausse du taux de TEOM de 13% à 14% appliquée dès 2022 permet de maintenir l'équilibre de ce budget jusqu'à la fin de la période projetée. En 2022, le Conseil communautaire a acté la suppression de l'exonération de TEOM pour les locaux isolés.

Le taux de 14% pour l'ensemble du territoire restera inchangé en 2024. La variation des bases sera de +3.9% en 2024.

Bases projetées et produits 2024 :

| COMMUNES | TAUX 2024 | BASES PROJETEES 2024 | PRODUITS ESTIMES 2024 |
|-----------------------|-----------|----------------------|-----------------------|
| Arboussols | 14% | 123 136 | 17 239 |
| Baillestavy | 14% | 81 148 | 11 361 |
| Campôme | 14% | 162 859 | 22 800 |
| Canaveilles | 14% | 39 216 | 5 490 |
| Casteil | 14% | 177 230 | 24 812 |
| Catllar | 14% | 930 767 | 130 307 |
| Clara | 14% | 292 056 | 40 888 |
| Codalet | 14% | 499 241 | 69 894 |
| Conat | 14% | 54 829 | 7 676 |
| Corneilla-de-Conflent | 14% | 572 101 | 80 094 |
| Escaro | 14% | 137 532 | 19 255 |
| Espira-de-Conflent | 14% | 229 276 | 32 099 |
| Estoher | 14% | 177 569 | 24 860 |
| Eus | 14% | 528 549 | 73 997 |
| Fillols | 14% | 271 727 | 38 042 |
| Finestret | 14% | 300 773 | 42 108 |
| Fontpédrouse | 14% | 282 063 | 39 489 |
| Fuilla | 14% | 495 244 | 69 334 |
| Joch | 14% | 438 506 | 61 391 |
| Jujols | 14% | 39 959 | 5 594 |
| Los Masos | 14% | 938 530 | 131 394 |
| Mantet | 14% | 32 909 | 4 607 |
| Marquixanes | 14% | 633 860 | 88 740 |
| Molitg-les-Bains | 14% | 631 794 | 88 451 |
| Mosset | 14% | 389 300 | 54 502 |
| Nohèdes | 14% | 56 058 | 7 848 |
| Nyer | 14% | 213 244 | 29 854 |
| Olette | 14% | 522 602 | 73 164 |
| Oreilla | 14% | 33 799 | 4 732 |
| Prades | 14% | 10 967 306 | 1 535 423 |
| Py | 14% | 116 797 | 16 352 |
| Ria-Sirach | 14% | 1 707 377 | 239 033 |
| Rigarda | 14% | 587 683 | 82 276 |
| Sahorre | 14% | 492 289 | 68 920 |
| Serdinya | 14% | 245 664 | 34 393 |
| Souanyas | 14% | 31 824 | 4 455 |
| Tarerach | 14% | 44 614 | 6 246 |
| Taurinya | 14% | 403 559 | 56 498 |
| Thuès-Entre-Valls | 14% | 57 696 | 8 077 |

| COMMUNES | TAUX 2024 | BASES PROJETEES 2024 | PRODUITS ESTIMES 2024 |
|--------------------------|-----------|----------------------|-----------------------|
| Trévillach | 14% | 150 869 | 21 122 |
| Urbanya | 14% | 70 348 | 9 849 |
| Valmanya | 14% | 52 185 | 7 306 |
| Vernet-les-Bains | 14% | 3 885 853 | 544 019 |
| Villefranche-de-Conflent | 14% | 367 261 | 51 416 |
| Vinça | 14% | 2 824 246 | 395 394 |
| TOTAL | | 31 291 445 | 4 380 802 |

Evolution du produit de TEOM :

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 estimé |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 3 507 410 € | 3 469 469 € | 3 525 432 € | 3 956 382 € | 4 221 734 € | 4 380 000 € |

3.1.2 LA REDEVANCE SPECIALE

En 2024, une hausse de 40% sera appliqué afin de rattraper le décrochage entre le coût de ce service complémentaire et la redevance appliquée. Dans la prospective, une variation de +30% est également prévue en 2025, puis +5% par an. Ces dernières variations feront l'objet d'un arbitrage avant toute mise en œuvre.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Prévision 2024 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| 209 372 € | 188 230 € | 201 462 € | 240 493 € | 312 979 € | 264 000 € |

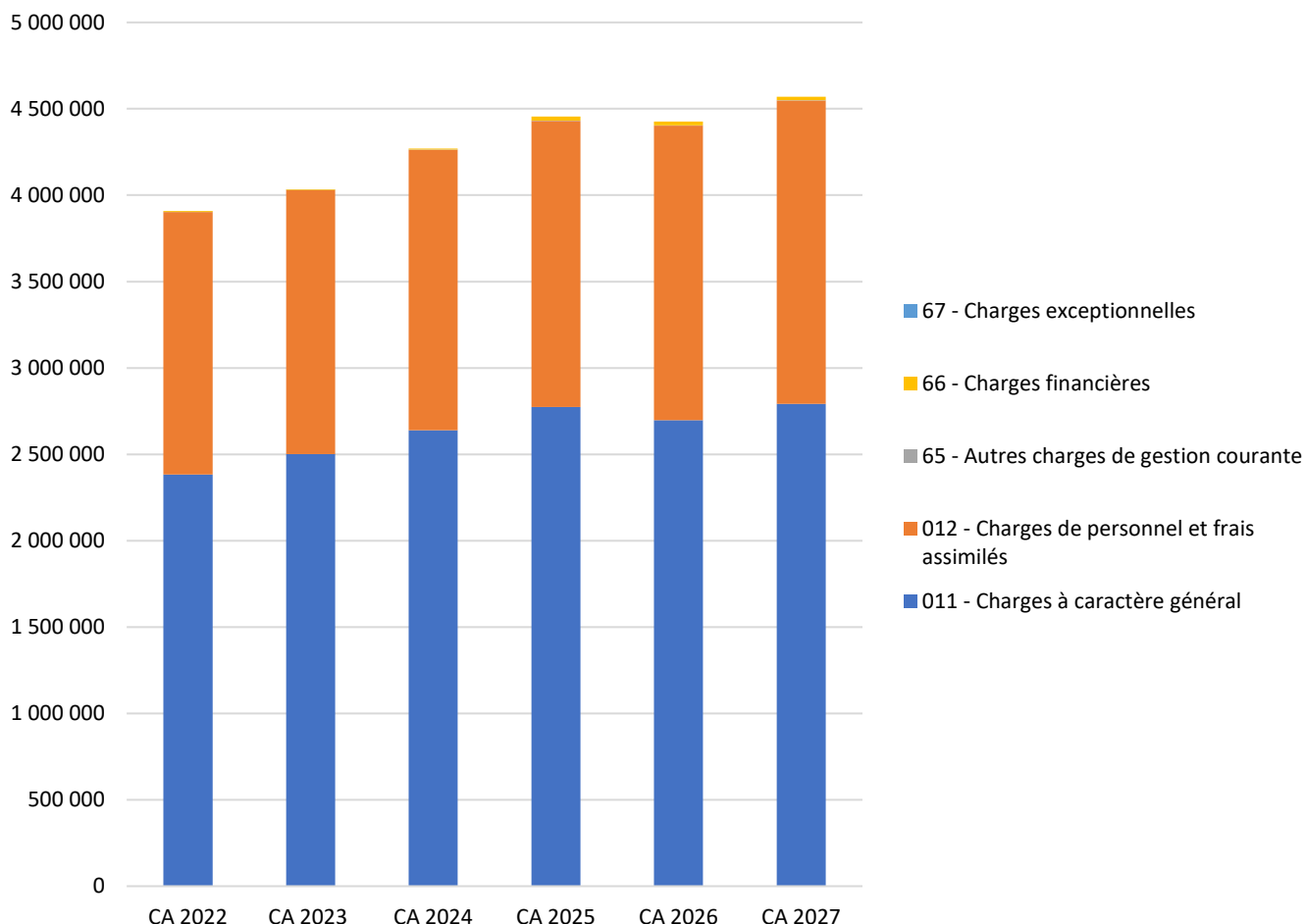
3.2 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES

Elles sont constituées pour moitié des charges de personnel et pour moitié des prestations extérieures (traitement, transport des déchets notamment). Les autres dépenses restent marginales.

Les hausses prévisionnelles pour 2024 concernent les coûts de reprise de la compétence EMR en PAV en matière de frais de fonctionnement du nouveau véhicule et la contrepartie de la baisse du coût du SYDETOM.

En matière de personnel, les variations sont liées :

- A la hausse du point d'indice de +1.5% de juillet 2023 en année pleine ;
- A la majoration de 5 points d'indice pour tous les fonctionnaires et les personnels indiciaries
- A la prise en compte pour 17 500€ de la prime inflation, soit le maximum dans l'attente des arbitrages du Conseil communautaire.



3.2.1 LES DEPENSES DE PERSONNEL DU BUDGET DES ORDURES MENAGERES

La masse salariale reste maîtrisée grâce à une optimisation des tournées tout en assurant un bon niveau de service. Le recrutement d'un renfort dans le cadre de la reprise de la compétence EMR en PAV sera réalisé en fonction du besoin réel étudié en condition de fonctionnement réel du service sur le 1^{er} trimestre 2024.

| CATEGORIE | NOMBRE ETP | NOMBRE AGENTS | MASSE SALARIALE | TRAITEMENT INDICIAIRE OU DE BASE |
|----------------|-------------|---------------|-------------------|----------------------------------|
| PERMANENTS | 25.4 | 25 | 845 000€ | 630 000€ |
| NON PERMANENTS | 7.4 | 14 | 219 500€ | 172 000€ |
| EMPLOIS AIDES | 1 | 1 | 21 203€ | 21 204€ |
| TOTAL | 33.8 | 40 | 1 085 703€ | 823 204€ |

| CATEGORIE | NBI | RI | HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES* | AVANTAGE NATURE |
|----------------|---------------|-----------------|--|-----------------|
| PERMANENTS | 1 772€ | 178 500€ | 19 249€ | 14 412€ |
| NON PERMANENTS | | 13 820€ | 7 723€ | |
| EMPLOIS AIDES | | 461€ | 886€ | |
| TOTAL | 1 772€ | 192 781€ | 27 857€ | 14 412€ |

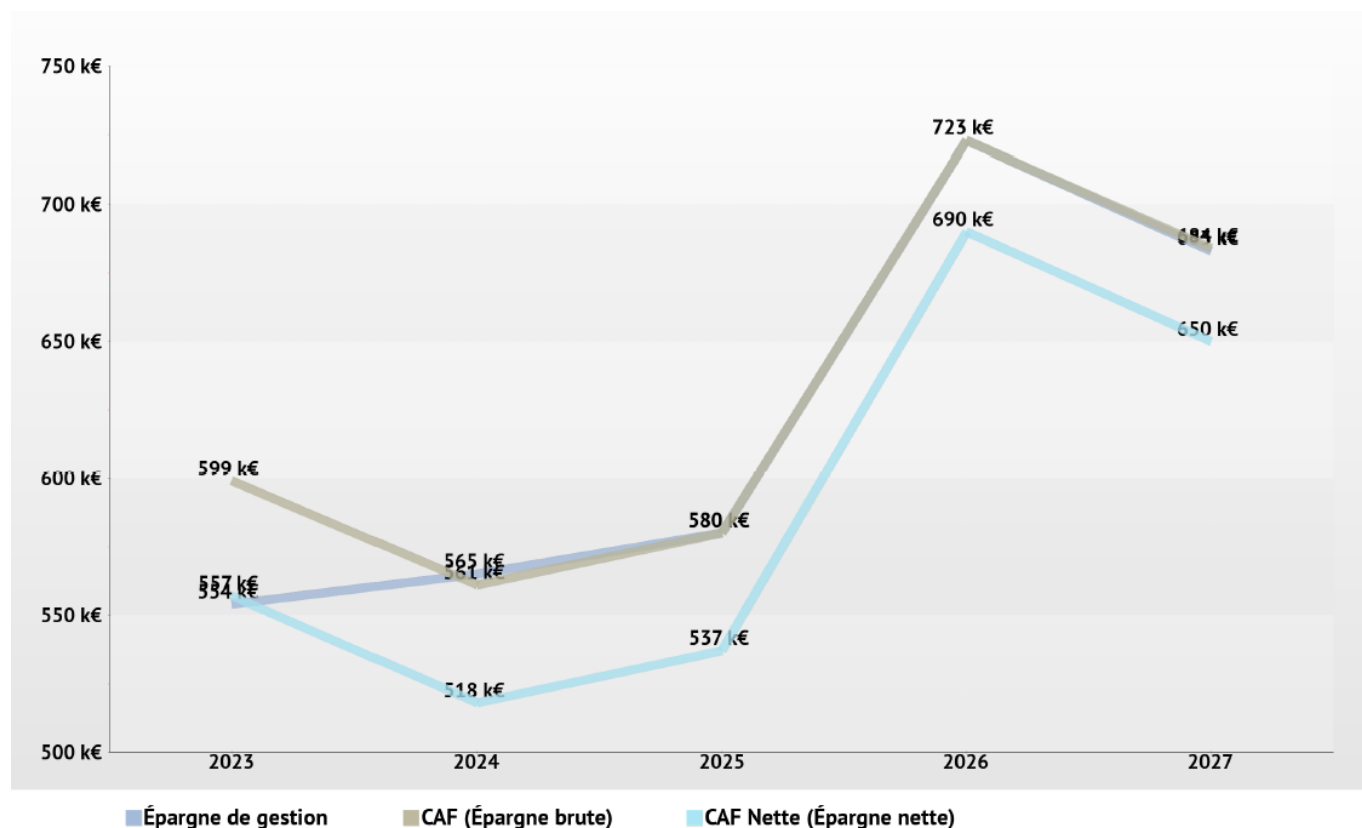
*heures 2023

Le protocole du temps de travail exposé pour le budget principal s'applique également aux agents de ce service depuis le 1^{er} janvier 2022.

3.3 L'AUTOFINANCEMENT ET LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

La progression du taux de 13% à 14% en 2022 a permis de retrouver un niveau d'autofinancement pour ce budget permettant la réalisation des investissements souhaités.

Les travaux prévus sur la déchetterie de Vinça seront financés par les subventions obtenues et par de l'emprunt dans la mesure où il s'agit de travaux durables, afin d'éviter de mobiliser l'autofinancement nécessaire pour le financement des matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement du service. Le montant des travaux est en cours de finalisation, les offres étant en cours d'analyse.



| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL | |
|------------------------------|-------------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|
| DEPENSES D'EQUIPEMENT | 593 383 | 382 390 | 1 766 662 | 710 800 | 452 200 | 252 200 | 4 157 634 | |
| RECETTES | FCTVA | 101 823 | 52 656 | 306 207 | 116 600 | 74 180 | 41 372 | 692 838 |
| | SUBVENTIONS | 60 257 | 0 | 279 523 | 0 | 0 | 0 | 339 780 |
| | AUTRES | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | 162 080 | 52 656 | 585 730 | 116 600 | 74 180 | 41 372 | 1 032 618 |
| | SOLDE A FINANCER | 431 303 | 329 734 | 1 180 932 | 594 200 | 378 020 | 210 828 | 3 125 016 |
| | EMPRUNTS | 0 | 0 | 465 000 | 0 | 0 | 0 | 465 000 |
| | AUTOFINANCEMENT | 373 274 | 557 160 | 518 157 | 493 893 | 646 515 | 606 942 | 3 195 941 |
| | Variation FDR | 58 029 | -227 427 | 197 775 | 100 307 | -268 495 | -396 114 | -535 925 |

Le niveau de fiscalité associé à la réalisation d'un emprunt pour le financement du reste à charge de la déchetterie de Vinça ne nécessite pas d'autres ajustements à l'heure actuelle.

3.4 LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS DU BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES

Les investissements du budget annexe sont constitués d'investissements récurrents tels que les matériels et travaux. Le renouvellement des bennes tous les deux ans est également prévu, ainsi que l'acquisition d'un nouveau véhicule en 2025 pour assurer la nouvelle compétence.

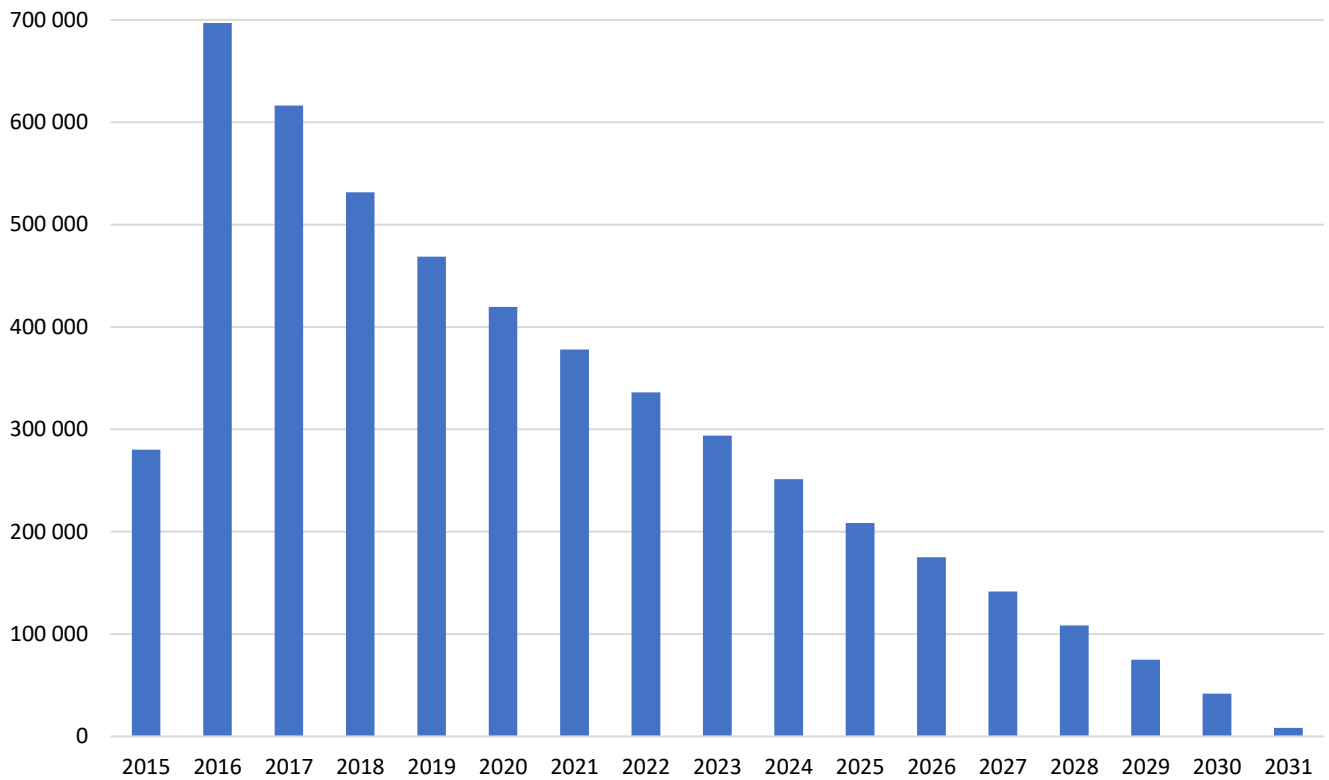
| OPERATIONS | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-----------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| BENNES ET VEHICULES | 379 084 | 10 788 | 363 000 | 437 000 | 200 000 | 0 |
| MATERIELS BUREAU | 5 090 | 5 791 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DECHETTERIE PRADES | 21 074 | 26 844 | 14 000 | 14 000 | 14 000 | 14 000 |
| DECHETTERIE VINCA | 8 156 | 42 574 | 832 062 | 0 | 0 | 0 |
| DECHETTERIE VERNET | 2 569 | 816 | 14 000 | 14 000 | 14 000 | 14 000 |
| CONTRÔLE D'ACCES DES DECHETTERIES | 0 | 0 | 283 200 | 0 | 0 | 0 |
| LOCAL OM | 3 600 | 0 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| CONTAINERS | 173 655 | 290 186 | 255 400 | 240 800 | 219 200 | 219 200 |
| DIVERS | 156 | 5 390 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 593 383 | 382 390 | 1 766 662 | 710 800 | 452 200 | 252 200 |

3.5 LA DETTE DU BUDGET ANNEXE DES ORDURES MENAGERES

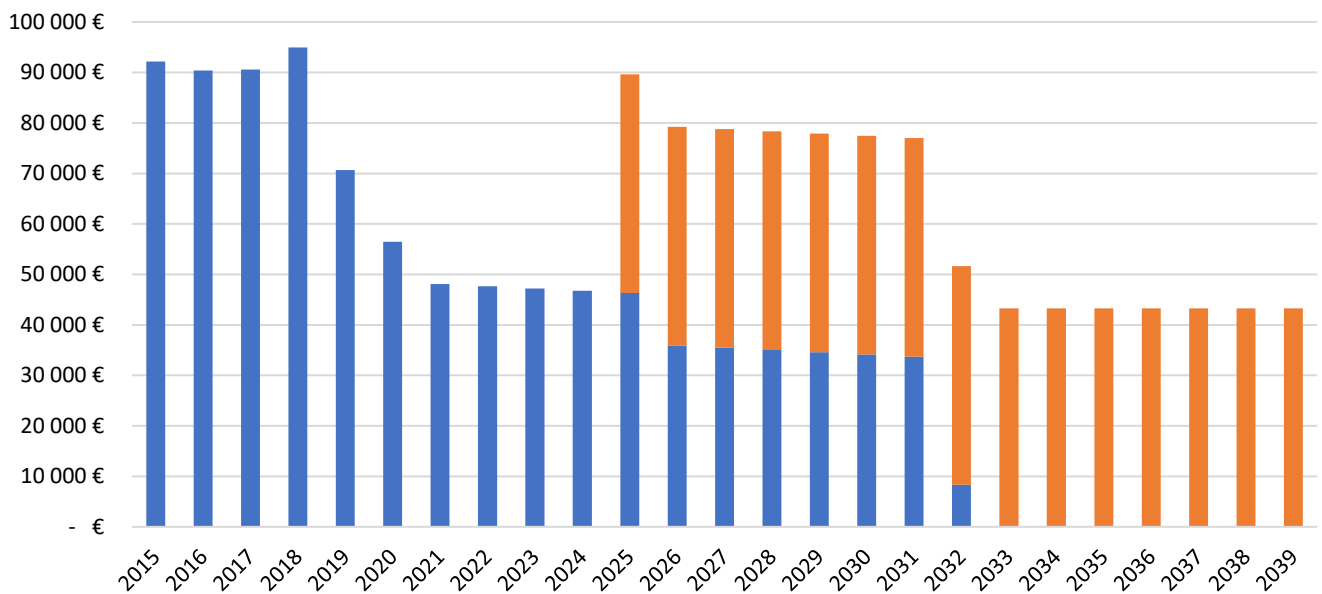
L'encours de la dette actuelle s'établit au 1er janvier 2024 à 294K€ et pourrait augmenter de 465K€ en 2024 en fonction de l'évolution du projet de travaux sur la déchèterie de Vinça et des financements reçus de 266 783€.

La dette est constituée d'emprunts à taux fixe. L'ensemble de l'encours est actuellement classé 1A sans risque dans la classification Gissler.

L'encours actuel s'étale de la façon suivante :



La capacité de désendettement sur ce budget est de 0.5 an en 2023. L'annuité actuelle cumulée au nouvel emprunt potentiel présente le profil suivant :



4. SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES

BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION

Les orientations 2024 pour ce budget sont impactées notamment par des hausses liées au coût de l'alimentation, mais également par l'augmentation des charges de personnel.

L'évolution des charges liées à l'alimentation est impactée par les facteurs suivants :

- Inflation sur les denrées alimentaires à laquelle s'ajoute la volonté de la CC d'améliorer la qualité et donc le coût des denrées servies au restaurant scolaire. Ainsi, l'évolution du coût des denrées par repas est la suivante : 2,14€ en 2019 pour 3,17€ en 2022, 3,25€ en 2023. La projection pour 2024 est de 3,40€/ repas pour un total de 130 000 repas pour les denrées alimentaires.
- Pour les repas servis par l'UDSIS, le coût du repas est passé de 3,72€ en 2019 à 4,02€ en janvier 2023 puis 4,18€ à compter de septembre 2023 pour une volumétrie passée de 37 246 en 2019 à 78 035 en 2023.
- Les repas servis par les restaurateurs de Mosset et Fuilla ont également été revalorisés passant de 5,60€ en 2019 le repas à 7,30€ en 2022, puis 7,66€ en 2023 pour près de 16 000 repas en 2023.

L'évolution des charges de personnel de ce budget est impactée par les facteurs suivants :

- Intégration de la hausse de +1,5% du point d'indice en année pleine, intégration de la majoration de +5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024
- Intégration d'une enveloppe plus importante pour les remplacements maladie au vu de la situation de 2023
- Ajout d'un poste de catégorie B pour 10 mois afin de pallier le déficit de personnel et d'encadrement dans le service et compenser la décharge syndicale d'un agent
- Intégration de la prime pouvoir d'achat de 7 976€, montant maximum

L'évolution des recettes de fonctionnement est prise en compte dans les conditions suivantes :

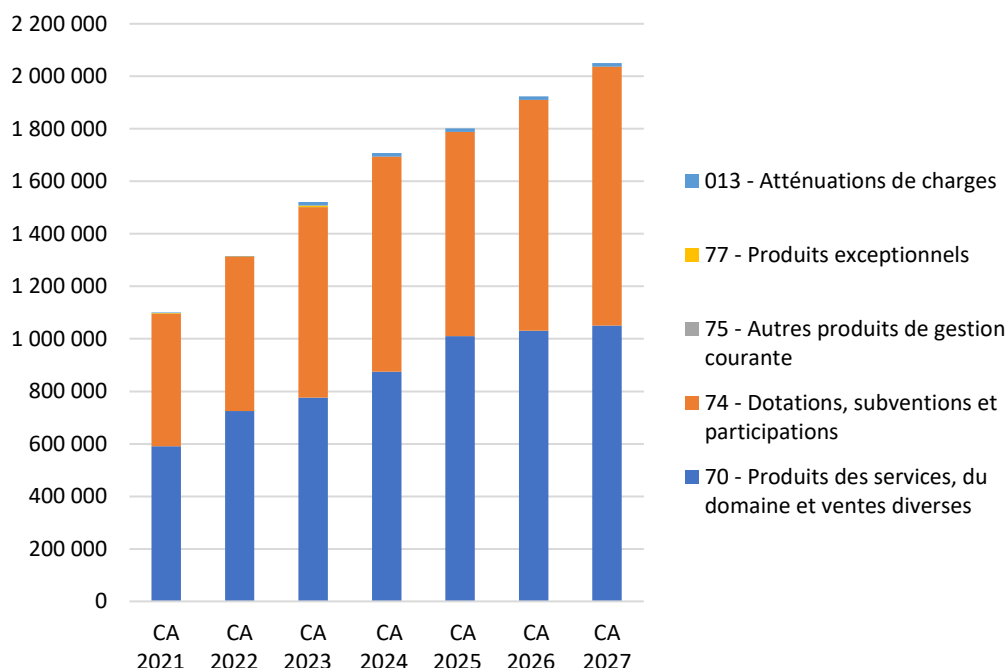
- Prise en compte de la hausse des effectifs
- Prise en compte d'une hausse du tarif de 1€ à compter de septembre 2024 pour les effectifs maternels et primaires, soit 66 165€ en 2024 et 167 131€ en année pleine
- Ajustement de la participation du CD au déficit de la restauration
- Variation de la subvention d'équilibre du budget principal (rappel 275 000€ de charges transférées) :
 - 2024 : 445 563€
 - 2025 : 381 632€
 - 2026 : 460 711€
 - 2027 : 542 752€

Structure de la section de fonctionnement :

| DEPENSES | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 611 781 | 818 978 | 937 865 | 1 069 605 | 1 165 881 | 1 271 230 | 1 386 918 |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 431 992 | 443 743 | 522 107 | 570 551 | 573 826 | 585 303 | 597 008 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 27 627 | 24 245 | 30 326 | 30 797 | 31 200 | 31 584 | 31 974 |
| 66 - Charges financières | - | - | - | - | - | - | - |
| 67 - Charges exceptionnelles | 1 261 | 797 | 4 082 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 4 000 |
| DEPENSES REELLES | 1 072 661 | 1 287 763 | 1 494 380 | 1 674 953 | 1 774 907 | 1 892 117 | 2 019 900 |
| RECETTES | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 | CA 2025 | CA 2026 | CA 2027 |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 591 080 | 724 966 | 776 706 | 874 548 | 1 010 316 | 1 030 522 | 1 051 133 |
| 74 - Dotations, subventions et participations | 504 914 | 589 369 | 725 366 | 819 425 | 777 880 | 879 699 | 985 788 |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 1 | 118 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| 77 - Produits exceptionnels | 1 679 | 43 | 5 910 | - | - | - | - |
| 013 - Atténuations de charges | 2 583 | 897 | 13 680 | 13 680 | 13 680 | 13 680 | 13 680 |
| RECETTES REELLES | 1 100 257 | 1 315 393 | 1 521 663 | 1 707 654 | 1 801 877 | 1 923 902 | 2 050 602 |
| EPARGNE BRUTE | 27 596 | 27 630 | 27 283 | 32 701 | 26 970 | 31 785 | 30 702 |
| 16 - Emprunts | - | - | - | - | - | - | - |
| EPARGNE NETTE | 27 596 | 27 630 | 27 283 | 32 701 | 26 970 | 31 785 | 30 702 |

4.1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION

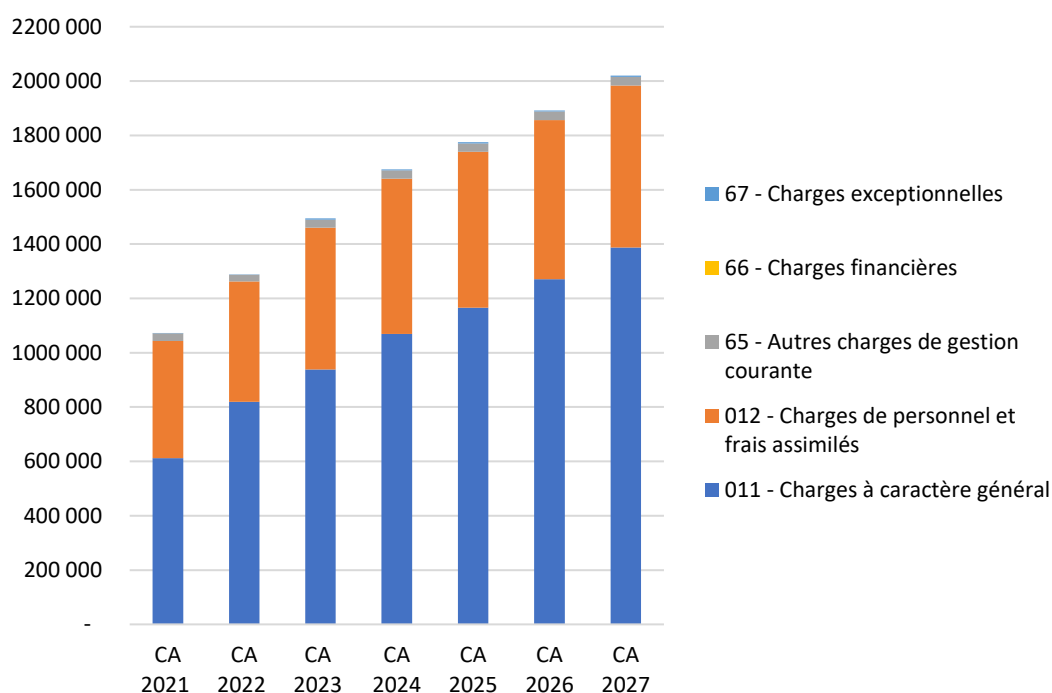
Les recettes de fonctionnement du budget annexe de la restauration scolaire sont constituées des recettes des familles, des anciennes participations des communes via la subvention d'équilibre du budget général et de la contribution du Conseil Départemental au déficit de la restauration scolaire des collégiens.



La participation du budget principal et des familles permet de couvrir le financement des repas des maternels et primaires. La contribution du département simulée à environ 330K€ permet d'équilibrer le coût des repas des collégiens.

4.2 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION

Les deux principaux postes sont les achats dont l'alimentation et les charges de personnels.



2023 voit une progression importante des charges de fonctionnement liée entre autres aux hausses des charges de personnel du fait notamment d'arrêts maladie et de la décharge syndicale d'un agent partiellement compensée par le Centre de Gestion.

4.2.1 LES DEPENSES DE PERSONNEL DU BUDGET DE LA RESTAURATION

En 2024, la masse salariale de la restauration scolaire s'établirait de la façon suivante :

| CATEGORIE | NOMBRE ETP | NOMBRE AGENTS | MASSE SALARIALE | TRAITEMENT INDICIAIRE OU DE BASE |
|----------------|-------------|---------------|-----------------|----------------------------------|
| PERMANENTS | 9.7 | 11 | 250 000€ | 218 000€ |
| NON PERMANENTS | 3.5 | 5 | 74 350€ | 73 000€ |
| EMPLOIS AIDES | 0 | 0 | | |
| TOTAL | 13.2 | 16 | 324 350€ | 291 000€ |

| CATEGORIE | NBI | RI | HEURES SUPPLEMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES* | AVANTAGE NATURE |
|----------------|-------------|----------------|--|-----------------|
| PERMANENTS | 885€ | 28 875€ | 540 heures | 4 484€ |
| NON PERMANENTS | | 1 370€ | 372 heures | 476€ |
| EMPLOIS AIDES | | | | |
| TOTAL | 885€ | 30 245€ | 912 heures | 4 960€ |

*heures 2023

Le protocole du temps de travail exposé pour le budget principal s'applique également aux agents de ce service depuis le 1^{er} janvier 2022.

4.3 L'AUTOFINANCEMENT ET LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

L'autofinancement du budget de la restauration scolaire est essentiellement constitué par les amortissements dont le financement est assuré par la section de fonctionnement. Le solde est complété si nécessaire par la subvention d'équilibre versée au budget annexe.

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL | |
|------------------------------|-------------------------|-----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| DEPENSES D'EQUIPEMENT | 76 200 | 71 628 | 65 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 338 423 | |
| RECETTES | FCTVA | 6 268 | 14 376 | 10 663 | 4 921 | 4 921 | 4 921 | 52 529 |
| | SUBVENTIONS | 14 594 | 49 853 | | | | | 73 083 |
| | TOTAL | 20 862 | 64 229 | 10 663 | 4 921 | 4 921 | 4 921 | 125 612 |
| | SOLDE A FINANCER | 55 338 | 7 399 | 54 337 | 25 079 | 25 079 | 25 079 | 212 811 |
| | EMPRUNTS | | | | | | | |
| | AUTOFINANCEMENT | 27 630 | 27 283 | 32 701 | 26 970 | 31 785 | 30 702 | 204 667 |
| Variation FDR | 27 708 | - 19 884 | 21 636 | - 1 891 | - 6 706 | - 5 623 | 8 144 | |

5. SITUATION ET ORIENTATIONS BUDGETAIRES

BUDGET ANNEXE DE LA ZAE DE VINÇA

L'année 2022 a été celle de la création du budget annexe de la ZAE de Vinça, conformément à la réglementation. S'agissant d'un budget de zone, il est assujéti à la TVA, l'ensemble des dépenses et recettes affichées le seront donc HT.

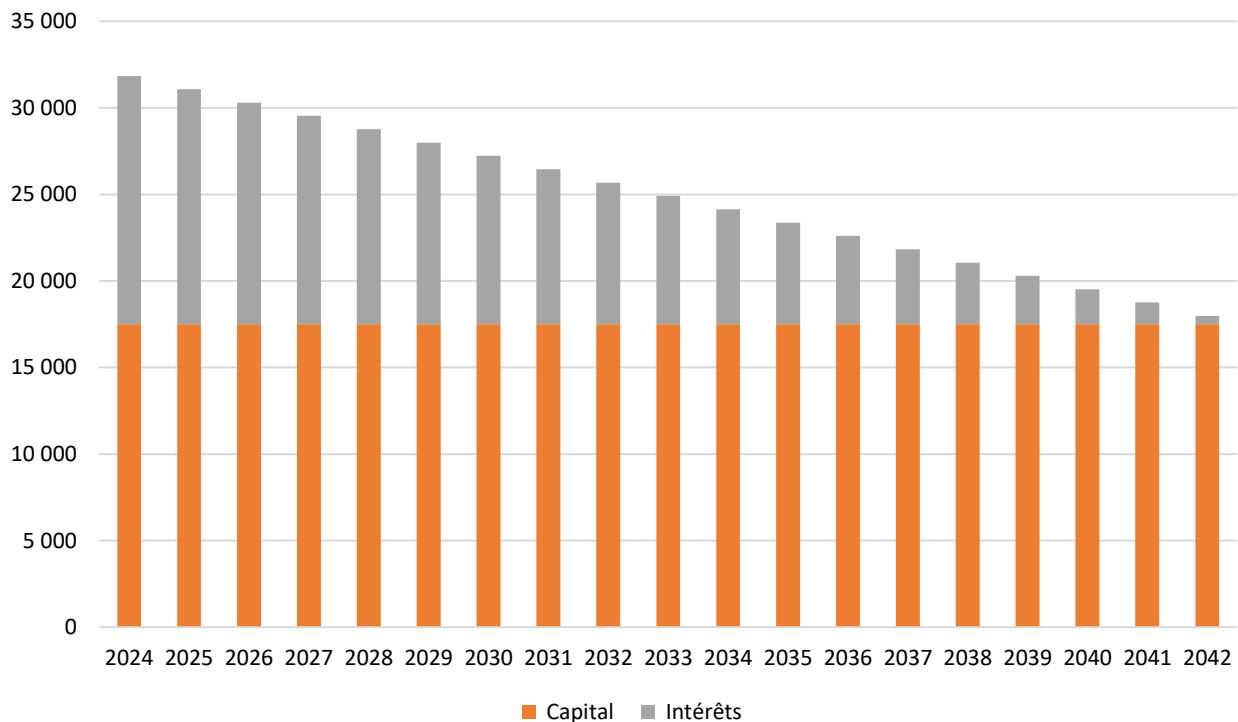
L'objectif d'identification des coûts d'une zone dans un budget annexe est de permettre l'établissement d'un coût de revient et de jauger plus facilement l'équilibre final de l'opération après la vente des terrains.

Ainsi, les budgets couvrent les dépenses et recettes connues. L'équilibre est assuré par un emprunt prévisionnel qui a été partiellement contracté en 2023 pour 350K€ pour couvrir la part déficitaire déjà connue.

Depuis le début de l'opération, le coût de travaux l'opération portée par ce budget s'est établi à :

- Exercice 2022 : 728 476,21 € ;
- Exercice 2023 : 199 034,03 € ;
- Prévision 2024 : 45 000,00€.

La dette du budget annexe de la ZAE de Vinça s'établit comme suit :



Les ventes de terrains ont débuté en 2023, la situation globale est la suivante :

| LOTS | MONTANT HT | TERRAINS VENDUS | ANNEE DE LA VENTE |
|--------|------------|-----------------|-------------------|
| LOT 1 | 21 670 | | |
| LOT 2 | 11 825 | | |
| LOT 3 | 11 220 | | |
| LOT 4 | 11 275 | | |
| LOT 5 | 11 440 | | |
| LOT 6 | 25 300 | | |
| LOT 7 | 25 550 | | |
| LOT 8 | 23 100 | | |
| LOT 9 | 38 430 | 38 430 | 2023 |
| LOT 10 | 43 200 | | |

| LOTS | MONTANT HT | TERRAINS VENDUS | ANNEE DE LA VENTE |
|--------------|----------------|-----------------|-------------------|
| LOT 11 | 74 800 | | |
| LOT 12 | 43 335 | | |
| LOT 13 | 27 000 | | |
| LOT 14 | 27 450 | | |
| LOT 15 | 36 450 | 36 450 | 2023 |
| LOT 16 | 46 800 | 46 800 | 2023 |
| LOT 17 | 23 045 | | |
| LOT 18 | 37 080 | | |
| LOT 19 | 28 200 | | |
| TOTAL | 567 170 | 121 680 | |

6. TABLEAUX EGALITE FEMMES/HOMMES

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines de la Communauté et de ses services aux publics, des actions visant à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes sont en place :

- Nom de poste en féminin et masculin dans les annonces d'emploi et l'organigramme,
- Mixité dans les comités de recrutement,
- Information aux agents des conséquences sur leur retraite et carrière, des choix de temps partiels et congés,
- Bonne prise en compte des filles dans les actions jeunesse, notamment vers les adolescent(e)s du territoire.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté veillera à mieux promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes :

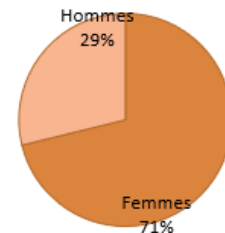
- Par des actions de formation du personnel et des élus sur l'égalité, les stéréotypes et les violences ;
- Par la prise en compte de l'égalité dans les clauses de marchés publics ;
- Par l'acquisition d'ouvrages sur l'égalité F-H par la médiathèque.

Part des femmes et des hommes par filières

Titulaires

| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------|-----------|-----------|------------|
| filière administrative | 9 | 3 | 12 |
| filière technique | 37 | 28 | 65 |
| filière animation | 17 | 2 | 19 |
| filière culturelle | 4 | 1 | 5 |
| filière sociale | 13 | 0 | 13 |
| filière médico-sociale | 4 | 0 | 4 |
| filière médico-technique | 0 | 0 | 0 |
| filière sportive | 0 | 0 | 2 |
| filière police municipale | 0 | 0 | 0 |
| filière incendie secours | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 84 | 34 | 120 |

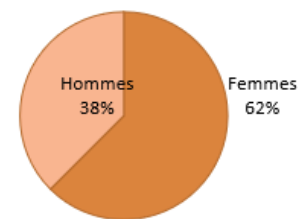
Répartition femmes-hommes des effectifs (titulaires)



Non-titulaires emplois permanents

| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------|----------|----------|----------|
| filière administrative | 2 | 2 | 4 |
| filière technique | 0 | 0 | 0 |
| filière animation | 2 | 1 | 3 |
| filière culturelle | 0 | 0 | 0 |
| filière sociale | 0 | 0 | 0 |
| filière médico-sociale | 1 | 0 | 1 |
| filière médico-technique | 0 | 0 | 0 |
| filière sportive | 0 | 0 | 0 |
| filière police municipale | 0 | 0 | 0 |
| filière incendie secours | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 5 | 3 | 8 |

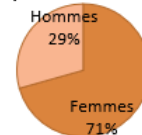
Répartition femmes-hommes des effectifs (non-titulaires)



Titulaires et non-titulaires emplois permanents

| | Femmes | Hommes | Total | % f | % h |
|-------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|
| administrative | 11 | 5 | 16 | 69% | 31% |
| technique | 37 | 28 | 65 | 57% | 43% |
| animation | 19 | 3 | 22 | 86% | 14% |
| culturelle | 4 | 1 | 5 | 80% | 20% |
| sociale | 13 | 0 | 13 | 100% | 0% |
| médico-sociale | 5 | 0 | 5 | 100% | 0% |
| médico-technique | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| sportive | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| police municipale | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| incendie secours | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% |
| TOTAL | 89 | 37 | 126 | 71% | 29% |

Répartition femmes-hommes des effectifs (titulaires et non-titulaires)



Au niveau national, dans la FPT:
Taux de féminisation: 61 %
communes: 60 %
EPCI: 51 %

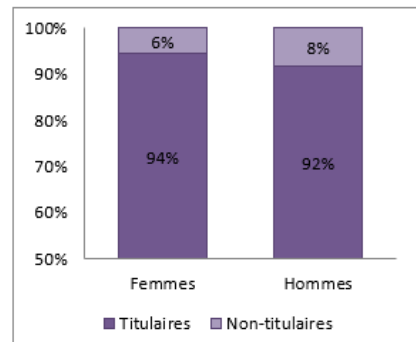
entre 5 et 49 agents: 66 %
entre 50 et 499 agents: 61 %
entre 500 et 4 999 agents: 67 %

Part des titulaires et non titulaires

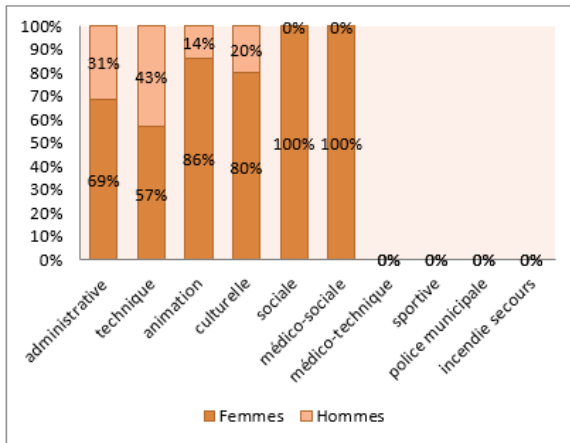
| | Femmes | Hommes | % femmes | % hommes |
|----------------|--------|--------|----------|----------|
| Titulaires | 94% | 92% | 70% | 28% |
| Non-titulaires | 6% | 8% | 63% | 38% |

Au niveau national, dans la FPT:
Titulaires: 58 % de femmes / 42 % d'hommes
Non-titulaires: 67 % de femmes / 33 % d'hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014



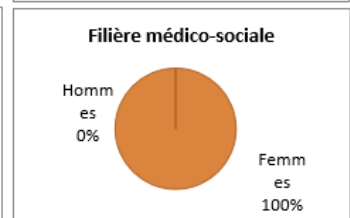
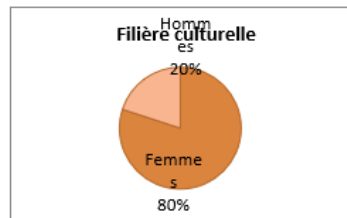
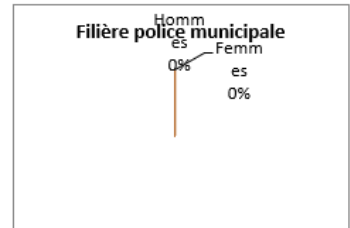
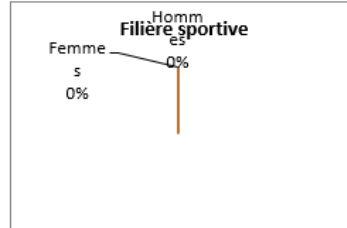
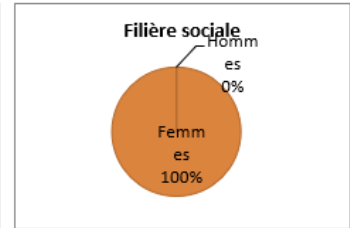
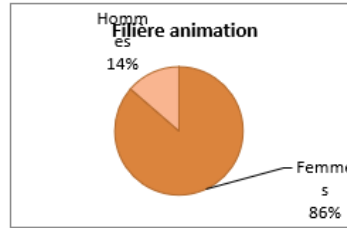
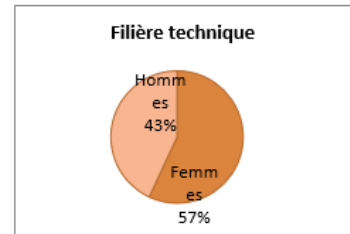
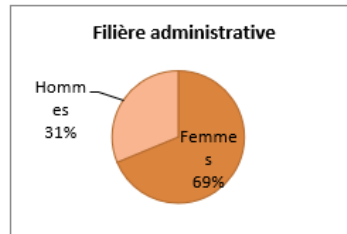
Répartition par filières



Au niveau national, dans la FPT:

filière administrative: 82 % de femmes / 18 % d'hommes
 filière technique: 41 % de femmes / 59 % d'hommes
 filière animation: 71 % de femmes / 29 % d'hommes
 filière culturelle: 63 % de femmes / 37 % d'hommes
 filière sociale: 96 % de femmes / 4 % d'hommes
 filière médico-soc: 96 % de femmes / 4 % d'hommes
 filière médico-tech: 74 % de femmes / 26 % d'hommes
 filière sportive: 28 % de femmes / 72 % d'hommes
 filière sécurité-police: 21 % de femmes / 79 % d'hommes
 filière incendie-sec: 4 % de femmes / 96 % d'hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014



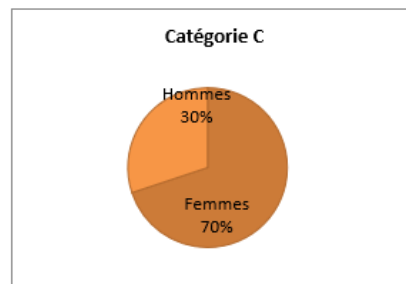
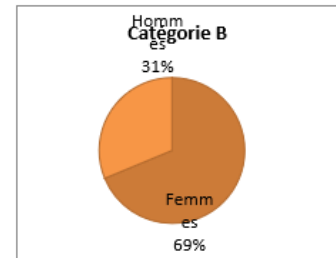
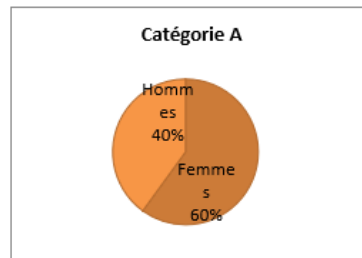
Répartition par catégorie hiérarchique

| | Femmes | Hommes |
|-------|--------|--------|
| cat A | 6 | 4 |
| cat B | 11 | 5 |
| cat C | 72 | 31 |

Au niveau national, dans la FPT:

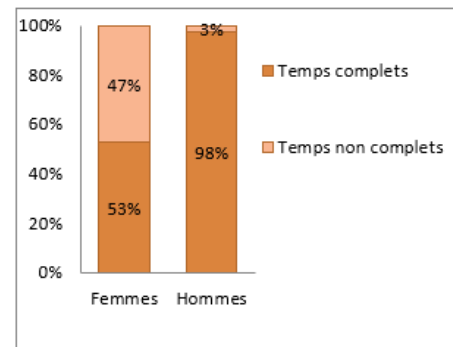
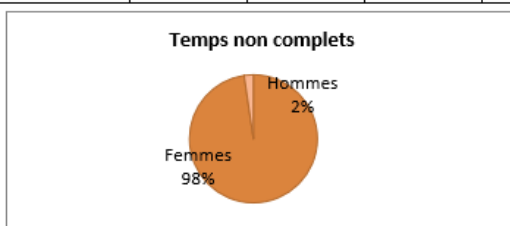
cat A: 60 % de femmes / 40 % d'hommes
 cat B: 64 % de femmes / 36 % d'hommes
 cat C: 60 % de femmes / 40 % d'hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014



Temps complets / non complets

| | Femmes | Hommes | % F | % H |
|--------------------|--------|--------|-----|-----|
| Temps complets | 47 | 39 | 53% | 98% |
| Temps non complets | 42 | 1 | 47% | 3% |
| Total | 89 | 40 | | |



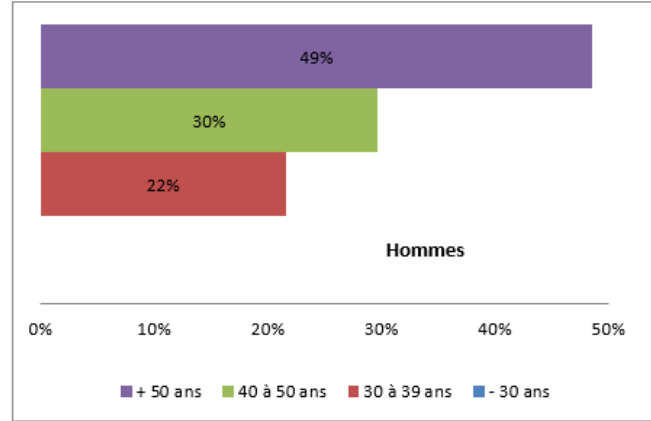
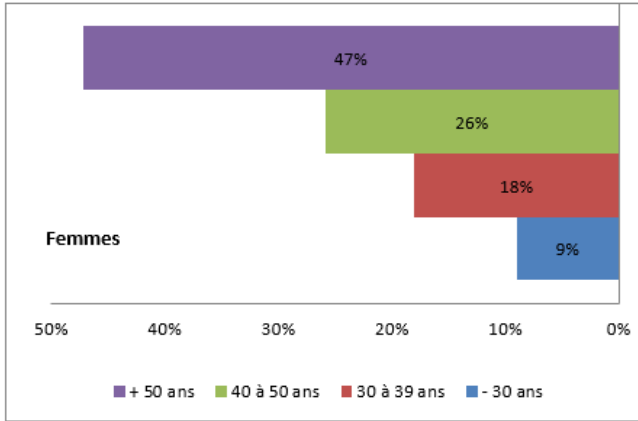
Pyramide des âges des titulaires et non-titulaires emplois permanents

| | Femmes | % | Hommes | % |
|-------------|--------|------|--------|------|
| + 50 ans | 42 | 47% | 18 | 49% |
| 40 à 50 ans | 23 | 26% | 11 | 30% |
| 30 à 39 ans | 16 | 18% | 8 | 22% |
| - 30 ans | 8 | 9% | 0 | 0% |
| Total | 89 | 100% | 37 | 100% |

Au niveau national, dans la FPT:

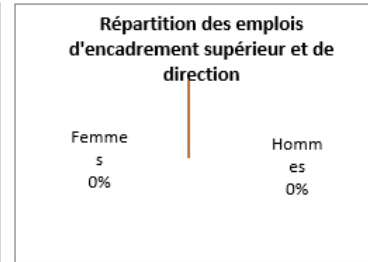
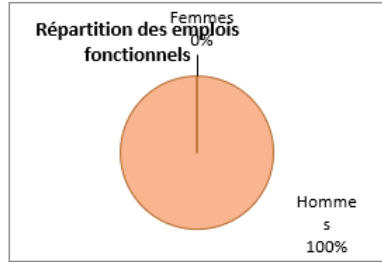
Age moyen: femmes: 43,9 ans
 hommes: 43,6 ans
 Part des moins de 30 ans: 11,3 % (idem f et h)
 Part des plus de 50 ans: femmes: 33,9 %
 hommes: 33,4 %

Source: DGAFP, rapport annuel sur l'égalité ed. 2014



Répartition des femmes et des hommes sur les emplois fonctionnels

| | Femmes | Hommes | Total |
|---|--------|--------|-------|
| emplois fonctionnels | 0 | 1 | 1 |
| postes de direction | 0 | 0 | 0 |
| emplois d'encadrement sup et de direction (ESD)* | 0 | 0 | 0 |
| postes de chef-fe de service / direction d'équipement | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 1 |



* DGS + DGA + dir + DGST + dir ST

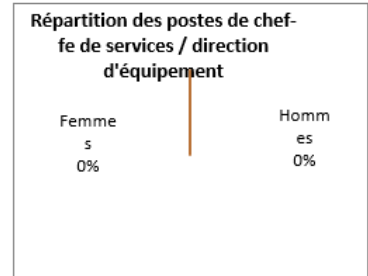
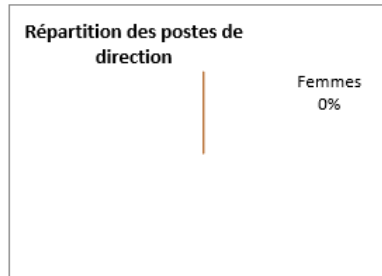
Au niveau national, dans la FPT:

Emplois d'encadrement supérieur et de direction: 35 % de femmes / 65 % d'hommes

Emplois fonctionnels administratifs: 35 % de femmes / 65 % d'hommes

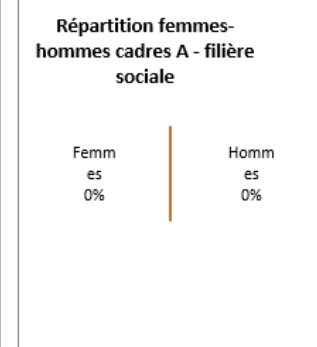
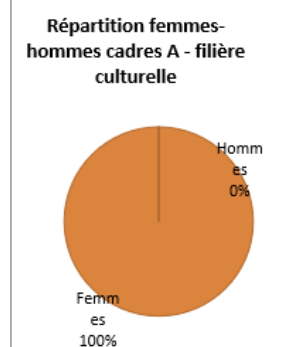
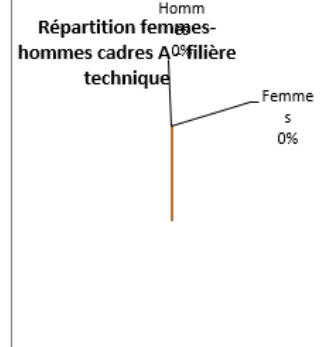
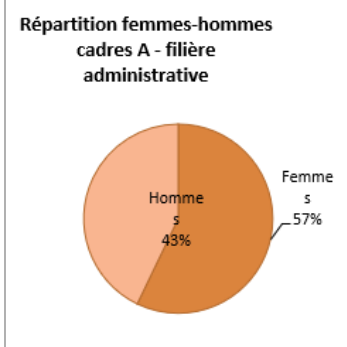
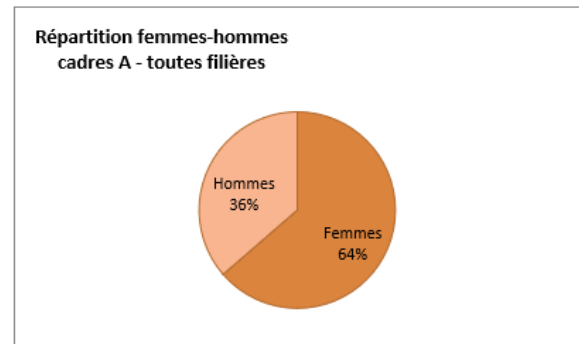
Emplois fonctionnels techniques: 16,5 % de femmes / 83,5 % d'hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014



Répartition des femmes et des hommes dans certains cadres d'emplois Titulaires et non-titulaires emplois permanents

| | Femmes | Hommes | Total |
|---------------------------------|--------|--------|-------|
| cadres A filière administrative | 4 | 3 | 7 |
| cadres A filière technique | 0 | 0 | 0 |
| cadres A filière culturelle | 1 | 0 | 1 |
| cadres A filière sociale | 0 | 0 | 0 |
| cadres A filière sportive | | | 0 |
| cadres A filière police | | | 0 |
| cadres A filière médico-social | 2 | 0 | 2 |
| Total | 7 | 4 | 10 |



Répartition femmes-hommes sur le temps partiel et temps complet des titulaires et non-titulaires emplois permanents

| Catégorie | | Femmes | Hommes |
|-------------------------|---------------|-----------|-----------|
| Catégorie A | Temps partiel | 0 | 0 |
| | Temps complet | 7 | 3 |
| | Total | | |
| Catégorie B | Temps partiel | 0 | 0 |
| | Temps complet | 10 | 4 |
| | Total | | |
| Catégorie C | Temps partiel | 42 | 0 |
| | Temps complet | 30 | 30 |
| | Total | | |
| Total toutes catégories | Temps partiel | 42 | 0 |
| | Temps complet | 47 | 37 |
| | Total | 89 | 37 |

Au niveau national, dans la FPT:

29,9 % des femmes sont à temps partiel / 6,4 % des hommes
 en cat A: 22,6 % des femmes / 5,2 % des hommes
 en cat B: 28,4 % des femmes / 8,9 % des hommes
 en cat C: 31,1 % des femmes / 6,1 % des hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014

Congé parental

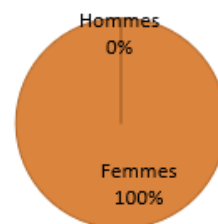
| | |
|--------------|----------|
| Femmes | 1 |
| Hommes | 0 |
| Total | 1 |

Au niveau national, dans la FPT:

97 % des congés parentaux sont pris par des femmes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014

Répartition femmes-hommes dans les temps partiels



Part des femmes travaillant à temps partiel



Part des hommes travaillant à temps partiel



Congés parentaux

